

SPORTMAG

FRÉDÉRIC SANAUR

Les défis de l'Agence
Nationale du Sport

BRYAN SOUMARÉ

Footballeur au grand cœur

PÉTANQUE

Place aux jeunes !



BIATHLON

Les Bleus prêts pour les Mondiaux

N° 139 - 6,90 € - février 2021 - sportmag.fr



ABONNEZ-VOUS

à l'édition nationale en version papier

SPORTMAG, ambassadeur des acteurs du sport dans les territoires.

Chaque mois, notre magazine vous propose des reportages, interviews, portraits de sportifs, analyses à travers les acteurs du sport.

En vous abonnant, vous contribuez à mettre en lumière ceux qui oeuvrent au quotidien pour la valorisation et le rayonnement du sport français.

11 numéros / an

56,90 €*
METROPOLE

* Au lieu de 75,90€



Bulletin d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à :
SPORTMAG - Mas de l'Olivier - 10 rue du Puits - 34130 Saint-Aunès

Raison sociale : N° d'abonné :
Nom : Prénom :
Adresse :
CP : Ville :
Téléphone : Email :

METROPOLE : 56,90€ EUROPE : 83,90€ DOM : 74,90€ TOM : 90,90€

Service abonnement au 04 67 54 14 91 ou envoyer un email à : abonnement@sportmag.fr

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de EVEN'DIA SPORTMAG
 Mandat administratif Je souhaite recevoir une facture

Adresse de facturation si différente :

Date et signature obligatoires



“ Rien n'est trop difficile
pour la jeunesse. ”

Socrate

LE SPORT

générateur d'espoir

La crise de la Covid-19 se révèle fatale pour bon nombre de secteurs d'activités. Le sport et la jeunesse n'ont pas été épargnés. Le gouvernement français a essayé de limiter la casse à travers des aides financières pour compenser les pertes, mais les salles de sport privées payent un lourd tribut. Les fédérations françaises sportives ont vu leurs licenciés désertier les clubs et associations au fil des confinements et des couvre-feux, au point de mettre ces dernières en difficultés financières et structurelles. La sortie de cette crise va amener le ministère des Sports, les instances sportives et les collectivités à repenser le sport de demain, car de nombreux clubs et salles de sport auront disparu et les pratiquants auront changé leurs habitudes. Quant aux sports traditionnels, ils subissent une concurrence saine des sports urbains et de pleine nature. Cette tendance pose la question de la réorganisation des pratiques et de leur encadrement. La France a la chance d'avoir à la fois une culture de la formation et des éducateurs de bon niveau. Demain, le sport va ainsi offrir de nouvelles perspectives dans la création d'emplois. Les clubs devront se professionnaliser en recrutant un personnel formé et diplômé, pour offrir des services plus modernes à des adhérents de plus en plus exigeants. En outre, de nombreuses personnes créeront leur propre structure de sport, et cela va s'accélérer car les sports de pleine nature et le sport santé se développent à grande vitesse. Cette embellie peut être une chance pour la jeunesse qui souhaite vivre de sa passion. Le sport devrait alors offrir de nombreuses opportunités autant dans les domaines amateurs que professionnels. Des centres, des écoles, des universités forment des jeunes qui attendent que nous leur tendions la main pour exercer leurs savoirs, leurs passions et dynamiser nos structures sportives. Le sport de demain sera numérique, connecté, exigeant, performant, écologique et solidaire. Cette chance de relancer le mouvement sportif français passera aussi par la création d'emplois durables dans toutes les instances sportives, car les pratiquants sont prêts à payer à leur juste prix les services de qualité proposés. Alors, ne manquons pas cette chance que le sport offre à notre jeunesse de vivre de sa passion.



ACTUALITÉS

- 6 L'invitée / Nathalie François
- 10 À la une / Biathlon
- 16 Dossier / Agence Nationale du Sport



10



26

RENCONTRES

- 26 Sport pro / Bryan Soumaré
- 32 Au féminin / Margot Boch & Carla Sénéchal
- 38 Découverte / Fair Play For Planet
- 44 Événement / Pétanque

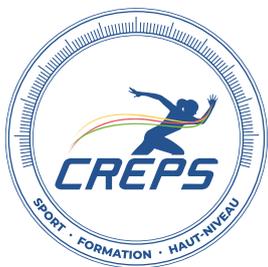
3^e MI-TEMPS

- 50 Sport fit / Tennis de table
- 56 Business / Olbia Conseil
- 62 Esprit 2024 / Juliette Labous
- 66 Le dessin du mois / Domenech / Kita



62

Directeur de la Publication : Pascal Rioche - p.rioche@sportmag.fr • **Comité de rédaction :** Simon Bardet, Olivier Navaranne - redaction@sportmag.fr • **Maquette :** Dora David - doragraph@gmail.com • **Secrétaire de rédaction :** Simon Bardet • **Service administratif & commercial :** Noémie Rioche • **Secrétariat comptabilité :** Martine Barbey - compta@sportmag.fr • **Service abonnement :** abonnement@sportmag.fr • **Rédaction :** O. Navaranne, S. Bardet, L. Mucret, M. Rolet • **Photo de couverture :** Icon Sport • **Publicité :** Jérémie Rioche - commercial@sportmag.fr • **Impression :** SOCOSPRINT Imprimeurs - 36 route d'Archettes - 88000 EPINAL - www.socosprint.com • **Diffusion :** Abonnement et numérique • SPORTMAG est une publication de la SAS EVEN'DIA avec associé unique au capital de 8 000 euros. Président : Pascal Rioche. Siège social : SAS EVEN'DIA - Mas de l'Olivier - 10, rue du Puits - 34130 Saint-Aunès - Tél : 04.67.54.14.91 - RCS : 450 263 785 Montpellier - Commission paritaire : 0224 K 89740 - ISSN : 1960 - 7857 - Dépôt Légal : à parution - Prix : 6,90 euros. Toute reproduction ou toute adaptation même partielle quels que soient le support et le destinataire est interdite. Une autorisation écrite préalable devra être demandée. Dans le cas contraire toute fraude sera poursuivie (Art.19 de la loi du 11 mars 1957). Selon source initiale les textes, dessins ou cartes, mises en pages et photos de ce document demeurent la propriété de l'éditeur. Prochaine parution le 1^{er} mars 2021.



DU 1 AU 6
FÉVRIER
2021

SOP

SEMAINE OLYMPIQUE & PARALYMPIQUE

«ENSEMBLE VIVONS LES JEUX»

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

ACADÉMIE
DE VERSAILLES

Région
île de France

hauts-de-seine
CONSEIL GÉNÉRAL

SEINE-MARNE
LE DÉPARTEMENT

Yvelines
Le Département

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

val
d'oise
le département

CHATENAY-MALABRY

CROS

ÎLE-DE
FRANCE



CDOS

HAUTS-DE-SEINE

GRUPE
PASTEUR
MUTUALITÉ

MAIF

ENERGY
DE FRANCE
LA SOLUTION ÉNERGÉTIQUE

déli Savours
COISINER VRAI

molette

EUROCOM
PUB

ACTUALITÉS

L'invitée

par Olivier Navarranne

Nathalie François

**« Le sport scolaire
est en crise »**



© Icon Sport

Le sport scolaire a vécu une année 2020 compliquée, marquée par l'annulation de la majorité des compétitions.

Nathalie François est secrétaire nationale du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP), en charge du sport scolaire. Enseignante d'EPS en Lycée Professionnel, elle profite de ce début d'année 2021 pour tirer la sonnette d'alarme sur l'état de santé alarmant du sport scolaire.



© Nathalie François

Nathalie François se dit très inquiète pour l'avenir du sport scolaire et pour les enseignants EPS.

Comment le sport scolaire et notamment les professeurs d'EPS vivent-ils cette période liée à la crise sanitaire ?

La crise sanitaire a touché tout le monde, et les enseignants d'EPS se sont aussi inquiétés de la manière dont le sport scolaire allait pouvoir continuer. Au niveau de l'UNSS, tout s'est arrêté de mars à fin mai dernier. Nous avons essayé de reprendre au mois de juin, progressivement avec les entraînements et l'organisation de rencontres là où c'était possible. La plus grande difficulté a concerné la rentrée de septembre. Des textes de l'Éducation nationale (repères pour la reprise de l'EPS) nous ont permis d'avoir une marche à suivre. Mais c'était aussi une période lors de laquelle nous n'avons pas eu de directives très claires concernant l'UNSS : soit on restait au sein des établissements, soit nous pouvions organiser des rencontres avec un programme adapté (par exemple moins de sports collectifs), soit tout organiser en distanciel avec des défis et des challenges. Or, nous ne savions pas vraiment sur quel pied danser, qui prenait la décision sur le scénario à suivre. Ça a donc été une période marquée par la « débrouille » de chacun. Depuis la rentrée de novembre, des demi-groupes en lycées et dans certains collèges ont été mis en place. Or, au sein de l'association sportive, la règle concernant le brassage des élèves a été interprétée de manière différente d'un établissement à l'autre. Cela a perturbé beaucoup d'enseignants d'EPS. Beaucoup ont ainsi décidé de changer la pratique en AS. Soit des petits groupes d'élèves ont été mis en place, soit

certains chefs d'établissements ont tout simplement interdit la pratique en AS.

La reprise de l'activité sportive était-elle indispensable dans le milieu scolaire ?

Je dois dire que cette période de crise, avec l'enseignement en distanciel, a évidemment été un coup dur pour le sport scolaire. Enseigner l'EPS à distance, ce n'est pas possible. Là-dessus, le ministère de l'Éducation nationale a pris une bonne décision en autorisant à chaque fois la reprise de l'EPS et du sport scolaire. Nous avons retrouvé des élèves heureux de revenir dans les établissements et de pouvoir à nouveau pratiquer en présentiel. De plus, beaucoup de lycéens ont affiché leur satisfaction d'être moins nombreux dans les cours d'EPS. De cette manière, ils se sentent mieux encadrés et ont plus de temps de pratique effective.

« Cela fait plusieurs années que nous subissons d'importantes suppressions de postes »

Cette période a-t-elle permis un rapprochement entre l'Éducation nationale et les enseignants d'EPS, entre lesquels les relations sont assez tendues ?

Ce qui est certain, c'est que le SNEP-FSU est en contact régulier avec le ministère de l'Éducation nationale. Lors du premier confinement en mars dernier, nous avons demandé au ministère comment faire pour

la continuité pédagogique. Rapidement, l'Inspection Générale EPS a envoyé au ministère ses préconisations. Mais c'est le ministère qui a mis des mois avant de les faire paraître et nous n'avons pu en prendre connaissance que quelques jours avant la rentrée de septembre seulement. Nous avons des différences d'appréciation sur les « repères pour la reprise de l'EPS », mais nous avons finalement été suivis sur des décisions importantes qui ont été prises. Je pense notamment au maintien de l'ouverture des équipements sportifs pour les élèves.

Malgré tout, l'année scolaire en cours a été marquée par de nouvelles suppressions de postes d'enseignants d'EPS...

Cela fait plusieurs années que nous subissons d'importantes suppressions de postes en EPS. Pour nous, c'est terrible. C'est d'ailleurs assez contradictoire avec tout ce que l'on entend dans la période actuelle. Le gouvernement assure qu'il est nécessaire d'avoir une distanciation physique. Nous avons donc mis en place des demi-groupes mais ce n'est malheureusement que transitoire et lié au contexte Covid. Or, avec les nouvelles suppressions de postes, il manquera forcément des enseignants à certains endroits et cela donnera lieu à un « bourrage » de classe avec des élèves toujours plus nombreux. À force, ce n'est plus tenable. C'est une catastrophe pour le sport scolaire, car chaque fois qu'un poste

d'EPS est supprimé, c'est un animateur d'AS en moins et donc une offre de pratique moindre pour les élèves.

« Le 2S2C, ce n'est pas un plus, mais une mise en concurrence avec l'EPS et l'AS »

Autre point de tension, le 2S2C. Les enseignants d'EPS parviennent-ils à faire entendre leur voix sur ce sujet ?

Ce qui est certain, c'est que nous sommes en désaccord avec le ministère de l'Éducation nationale sur le sujet. Nous avons d'entrée de jeu été farouchement opposés à ce projet. Le 2S2C est un serpent de mer qui est ressorti à l'occasion de la crise Covid. C'est d'ailleurs un sujet sur lequel nous nous sommes également fâchés avec l'UNSS. À nos yeux, augmenter les horaires EPS, avoir plus de professeurs d'EPS, et plus de créneaux d'installations sportives, ce serait une bien meilleure solution plutôt que de se tourner vers des acteurs qui viennent de l'extérieur. Certes, la cible du 2S2C est plutôt le premier degré, mais ce n'est pas plus acceptable pour autant, et nous devons néanmoins rester vigilants. Nous savons qu'il y a eu des clubs sportifs qui sont entrés en contact avec des établissements scolaires pour leur proposer leurs services. Ils sont arrivés sans que rien ne leur soit demandé. Or pour nous, c'est l'École qui doit être à l'initiative de la construction d'un projet et pas l'inverse. Nous ne sommes pas opposés à des partenariats entre les AS et les clubs sportifs locaux, mais c'est à l'école de garder la maîtrise du projet et

de le mener sur le long terme. Le 2S2C, ce n'est pas un plus, mais une mise en concurrence avec l'EPS et l'AS. Nous avons pu le constater en juin dernier lorsque des groupes d'élèves avaient accès aux installations sportives dans le cadre du 2S2C au détriment des cours d'EPS et des AS. Nous dénonçons particulièrement le manque de continuité et de cohérence des dispositifs 2S2C (zapping, projets « clés en mains ») qui ne servent pas le projet de formation et d'enseignement à long terme que nous souhaitons pour nos élèves.

Dès la rentrée 2021, une réforme va permettre au sport de devenir une spécialité au baccalauréat. Une bonne chose ?

Nous nous sommes vraiment battus pour cela auprès du ministère de l'Éducation nationale dès le projet de réforme du lycée. Nous avons en tête la crainte qu'il n'y ait pas de spécialité pour l'EPS. Nous sommes donc évidemment très satisfaits que l'EPS soit une spécialité au bac dès la rentrée prochaine, même si l'annonce d'un à trois lycées par académie pour la rentrée 2021 nous paraît totalement insuffisante. En revanche, il y a une vraie déception sur le fait qu'il y aura sans doute autant de certification de l'enseignement commun EPS que de lycées avec la réforme. J'entends par là que chacun est libre de faire son programme. De plus, les élèves seront évalués seulement sur 12 points pour la motricité, le savoir technique et la performance, alors que 8 points seront attribués aux compétences méthodologiques et sociales. Sans oublier qu'avec la réforme, les Jeunes officiels et les podiums UNSS ne sont plus reconnus dans l'évaluation certificative pour le bac. C'est un vrai déchirement pour les enseignants d'EPS.



Le SNEP affiche son scepticisme concernant les réformes mises en place par le ministère de l'Éducation.

© Icon Sport

« Mieux concevoir le rôle du sport à l'école »

Quels sont les combats à mener dans les mois et années à venir en faveur du sport scolaire ?

Le sport scolaire est en crise, donc il y en a forcément beaucoup. Je pense notamment aux lycées professionnels. Ce gouvernement est le premier à avoir fait baisser le nombre d'heures d'EPS dans les lycées professionnels. C'est une première dans l'histoire de l'Éducation nationale.

Je pense aussi à la nécessité de maintenir les activités du sport scolaire le mercredi après-midi. Avant la réforme du lycée engagée par le gouvernement actuel, plus de 40% déclaraient déjà programmer des cours le mercredi après-midi. Après cette réforme, ce sera 70% sur certains territoires. Cela représente donc moins de temps au service du sport scolaire.

Enfin, je pense qu'il est important de redonner plus de place à l'EPS et au sport scolaire. Durant cette période de crise sanitaire, nous avons beaucoup entendu dire qu'ils étaient un vecteur de santé pour les élèves. Or, l'EPS représente avant tout des savoirs à acquérir. Je m'entraîne, je fais des progrès, je deviens performant, je suis efficace dans ce que je fais et je m'engage dans le projet sportif (individuel ou collectif) que je me suis fixé : c'est cela l'EPS. Nous l'avons vraiment vu lorsque les élèves sont revenus au lycée. En EPS, la première motivation des élèves, ce n'est pas la santé. À cet âge-là, on souhaite avant tout pratiquer avec les autres élèves, avec ses copains. Si la santé accompagne tout cela, tant mieux, mais il ne faut pas inverser les rôles et faire de la santé l'essence de l'EPS.



© Icon Sport

Les moyens dans le second degré ne cessent de diminuer, symbolisés par de nombreuses suppressions de postes d'enseignants d'EPS.



JEUX DES MASTERS

VICHY 2021

DU 29 AVRIL
AU 02 MAI

5 ÉPREUVES
À RÉALISER
POUR DEVENIR
UN MASTER

**RELEVÉ
LE DÉFI**
DÈS 25 ANS



JEUXDESMASTERS.FR    



ACTUALITÉS

À la une

par Simon Bardet



©Manzoni - Icon Sport

Emilien Jacquelin, Fabien Claude, Quentin Fillon Maillet et Simon Desthieux peuvent viser les podiums en Slovénie.

BIATHLON

Un seul être vous manque,
et tous ont un coup à jouer



Pour la première fois depuis 2008, l'équipe de France de biathlon débutera les Mondiaux sans Martin Fourcade. Pour autant, les Bleus ont les moyens de décrocher des médailles et de faire trembler l'ogre norvégien.

L'élite du biathlon a rendez-vous à Pokljuka, du 10 au 21 février, pour les championnats du monde. Pas question d'admirer les beaux paysages slovènes, les Bleus seront là-bas pour faire tomber les cibles et monter sur les podiums. Contrairement aux douze dernières années, l'équipe de France ne pourra pas compter sur Martin Fourcade pour se couvrir d'or. Le tout jeune retraité a raccroché les skis et la carabine avec un palmarès exceptionnel. Martin Fourcade, c'est 28 médailles aux championnats du monde : 11 titres dans les épreuves individuelles, un record partagé avec l'autre légende du biathlon, le Norvégien Ole Einar Bjørndalen, 2 titres en relais, 10 médailles d'argent et 5 médailles de bronze. Le départ d'un tel champion aurait pu laisser un vide dans le clan tricolore, mais c'était sans compter sur la relève, bien décidée à jouer les premiers rôles.

L'an passé, lors des Mondiaux italiens d'Antholz-Anterselva, la passation de pouvoir était déjà en train de se faire. Si Martin Fourcade avait évidemment participé à la moisson tricolore (8 médailles dont trois titres) avec le titre sur l'Individuel et le bronze sur le sprint, ses coéquipiers avaient également donné des frissons aux supporters bleus. Quentin Fillon Maillet



Julia Simon a décroché une victoire pleine de promesses sur la Mass Start d'Oberhof.

s'était couvert d'argent sur le Sprint et sur la Mass Start. Emilien Jacquelin avait réalisé une Poursuite de rêve pour se parer d'or, avant de décrocher une belle médaille de bronze sur la Mass Start. Le Grenoblois a également pris la troisième place du relais mixte simple avec Anaïs Bescond, et a participé au relais masculin victorieux avec Martin Fourcade, Simon Desthieux et Quentin Fillon Maillet.

Pokljuka, un site qui réussit aux Tricolores

Nul doute que l'équipe masculine signerait tout de suite pour rééditer les performances de l'hiver dernier. Et les Bleus peuvent y croire, avec Emilien Jacquelin et Quentin

Fillon Maillet dans le Top 10 du classement de la Coupe du monde, avec Fabien Claude et Simon Desthieux dans le Top 20, et avec un Antonin Guigonnat qui monte en puissance. Les Tricolores enchaînent les podiums (victoire pour Fillon Maillet sur la Poursuite d'Hochfilzen, en Autriche, après une deuxième place sur le Sprint, deux deuxième places pour Emilien Jacquelin sur les Poursuites autrichiennes, deux podiums pour Fabien Claude) et ils ont rectifié le tir après deux relais manqués, en s'imposant à Oberhof, en Allemagne grâce à Simon Desthieux, Quentin Fillon Maillet, Fabien Claude et Emilien Jacquelin.

Dans l'équipe féminine, si les Mondiaux 2020 ont été décevants, l'optimisme est de rigueur pour le rendez-vous slovène. Avec

LE CALENDRIER de la compétition

- 10 février** : Relais Mixte
- 12 février** : Sprint Hommes
- 13 février** : Sprint Femmes
- 14 février** : Poursuite Hommes et Poursuite Femmes
- 16 février** : Individuel Femmes
- 17 février** : Individuel Hommes
- 18 février** : Relais simple Mixte
- 20 février** : Relais Femmes et Relais Hommes
- 21 février** : Mass Start Femmes et Mass Start Hommes

quatre filles dans le Top 20 du classement général de la Coupe du monde, les Bleues ne partiront pas favorites, mais elles sont capables de faire des coups. Rapides sur les skis, il ne faudra pas tergiverser sur le pas de tir pour espérer monter sur la boîte. Victorieuse de la Mass Start d'Oberhof et 3^e de la Poursuite d'Hochfilzen cet hiver, Julia Simon sera l'atout numéro 1 des Bleues, qui pourront également compter sur Anaïs Chevalier-Bouchet, 2^e du Sprint de Kontiolahti. Le duo sera épaulé par Justine Braisaz-Bouchet et Anaïs Bescond, qui ont déjà participé à la cérémonie des fleurs (réservée au Top 6 de chaque épreuve) cette année. Ce quatuor très homogène peut briller sur le relais, comme il l'a déjà montré avec deux deuxièmes places à Kontiolahti et Hochfilzen.

Élément rassurant pour les Bleus, le site de Pokljuka leur réussit plutôt bien. Les Mondiaux sont déjà passés trois fois par le site slovène, dont deux en année olympique, avec un programme donc très réduit. En 1998, Raphaël Poirée (médaillé de bronze) et Corinne Niogret (médaillé d'argent) avaient parfaitement profité de la seule épreuve individuelle disputée, la Poursuite. Les leaders tricolores de

l'époque étaient revenus en Slovénie trois ans plus tard, avec la même réussite. Lors des Mondiaux 2001, Raphaël Poirée et Corinne Niogret avaient décroché l'argent sur la Poursuite. Poirée y avait ajouté l'or sur la Mass Start. Titre mondial également remporté par le relais masculin, composé de Gilles Marguet, Vincent Defrasne, Julien Robert et Raphaël Poirée. En 2006, seul le relais mixte avait été disputé à Pokljuka, l'occasion pour Florence Baverel-Robert,

Vincent Defrasne, Sandrine Bailly et Raphaël Poirée de repartir avec un souvenir « bronzé » de ces mini-Mondiaux.

La Norvège grande favorite

Dans un passé encore plus proche, le site de Pokljuka a souvent été synonyme de réussite pour l'équipe de France.



Quentin Fillon Maillet a décroché le premier succès français de l'hiver.

Lors de l'étape slovène de la Coupe du monde 2019-2020, Les Tricolores avaient remporté le relais mixte simple (Emilien Jacquelin et Anaïs Bescond) et le relais mixte (Quentin Fillon Maillet, Simon Desthieux, Justine Braisaz-Bouchet et Julia Simon). La France était représentée sur tous les podiums de ce rendez-vous, puisque Quentin Fillon Maillet avait remporté la Mass Start, Fabien Claude avait pris la troisième place de l'Individuel, alors qu'Anaïs Bescond était montée deux fois sur la boîte (troisième de l'Individuel et de la Mass Start).

L'ensemble de la délégation tricolore peut nourrir de belles ambitions, et va devoir lutter avec les athlètes scandinaves. Lors des six premières étapes de l'hiver, les Suédois ont montré de belles dispositions avec 13 podiums dont 3 victoires. Ils peuvent principalement compter sur les sœurs Hanna et Elvira Oeberg pour les courses féminines, et sur Sebastian Samuelsson et Martin Ponsiluoma chez les hommes. La Suède aura des atouts à faire valoir, mais le véritable ogre de la compétition risque bien de s'appeler la Norvège. Sur la même période, les Norvégiens ont décroché 39 podiums dans les épreuves individuelles, dont 18 victoires grâce à six athlètes différents. Chez les femmes, Tiril Eckhoff (6 victoires) et Marte Olsbu Røiseland (6 podiums dont 2 succès) seront difficiles

à battre. La menace vient de partout dans les courses masculines, avec quatre athlètes qui s'invitent régulièrement sur les podiums : Johannes Boe (8 podiums dont 3 victoires), Sturla Laegreid (6 podiums dont 4 victoires), Tarjei Boe (5 podiums dont 2 victoires) et Johannes Dale (4 podiums dont 1 victoire). Aux Bleus de contrarier la dynamique norvégienne.



Anais Chevalier-Bouchet est parfaitement revenue au plus haut niveau.

©Manzoni - Icon Sport

LE PALMARÈS de l'édition 2020

Individuel Hommes :

Martin Fourcade

Sprint Hommes :

Aleksandr Loginov

Poursuite Hommes :

Emilien Jacquelin

Mass Start Hommes :

Johannes Boe

Relais Hommes : France

Individuel Femmes :

Dorothea Wierer

Sprint Femmes :

Marte Olsbu Røiseland

Poursuite Femmes :

Dorothea Wierer

Mass Start Femmes :

Marte Olsbu Røiseland

Relais Femmes : Norvège

Relais mixte simple : Norvège

Relais mixte : Norvège



© PictureAlliance - Icon Sport

La Norvège de Tiril Eckhoff et Johannes Boe sera la nation à battre lors des Mondiaux.



mgen[★]

GRUPE vyv

MA SANTÉ, C'EST SÉRIEUX.

J'AI
CHOISI
MGEN

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Perrine Laffont a choisi MGEN pour son action en faveur du sport et de la santé. MGEN une protection santé performante et d'authentiques valeurs de solidarité.

PERRINE LAFFONT

CHAMPIONNE OLYMPIQUE DE SKI DE BOSSES,
3 FOIS VICTORIEUSE DE LA COUPE DU MONDE

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Fila, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans -75748 Paris CEDEX 15.

ACTUALITÉS

Dossier

par Simon Bardet

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES SPORTS

Frédéric Sanaur

« Une France plus sportive, plus performante, et en meilleure santé »



LNV
VOLLEY

VOL
P

Frédéric Sanaur a reçu SPORTMAG dans les nouveaux locaux de l'ANS, à Ivry-sur-Seine. Le directeur général de l'Agence Nationale du Sport revient sur les actions mises en place pour aider le monde sportif pendant la crise sanitaire, et détaille les grands axes de travail pour 2021.

Comment l'Agence Nationale du Sport (ANS) a-t-elle traversé la crise sanitaire en 2020 ?

Nous avons vécu comme tout le monde l'arrivée du virus et de la pandémie. Progressivement, des mesures sanitaires et restrictives se sont imposées à l'ensemble de la société, y compris le sport. Dans un premier temps, nous avons beaucoup travaillé pour essayer de sauvegarder la pratique des sportifs de haut niveau car les Jeux de Tokyo n'étaient pas encore décalés. Ils ont été différés plus tard. Puis, très vite, sous la coordination du ministère des Sports, on a travaillé sur la reprise des activités une fois que le confinement serait terminé, sur les protocoles de reprise sport par sport, mais aussi sur la réouverture des équipements sportifs. C'était un élément important.

De plus, concernant l'action très directe de l'agence, nous avons réorganisé les calendriers, revu certains critères pour faire apparaître un critère solidaire afin d'accompagner les associations, notamment les plus fragilisées par l'impact de la crise. On a également souhaité mettre en place un Fonds territorial de solidarité doté de 15 millions d'euros dès le mois de juin 2020, de manière à pouvoir engager des crédits dans l'ensemble des régions. Cela nous a permis de soutenir un



La nouvelle organisation territoriale, avec la création des Conférences Régionales du Sport, est l'un des grands défis de l'Agence Nationale du Sport cette année.

peu plus de 3 500 associations, en plus de l'ensemble des autres structures que l'on finance au quotidien, de manière à diriger plus directement les aides vers les petites associations, celles pour qui la trésorerie avait été rapidement fragilisée.

Nous avons aussi mené une étude conjointement avec l'ensemble des réseaux de collectivités et l'Association nationale des élus en charge du sport, pour voir l'impact sur les subventions aux associations, sur les travaux en matière d'équipements sportifs, et sur le calendrier, pour pouvoir ajuster au mieux notre dispositif. C'est ce qu'on a fait tout au long de l'année 2020. On a voulu répondre au mieux aux attentes des acteurs du sport dans un contexte instable, incertain, qui s'est traduit par une baisse importante des licences à la rentrée.

« Prendre en compte les réalités environnementales »

En 2021, le budget de l'ANS est de 363,3 millions d'euros. A quoi vont servir les 249,9 millions pour le développement, et les 102,7 millions pour la haute performance ?

Concernant le développement, il y a un budget en forte hausse puisque l'agence a été particulièrement missionnée pour porter une grande partie des actions du plan de relance du sport. Nous nous concentrons sur trois axes principaux. Le premier, c'est l'aide et l'accompagnement financier des associations sportives. Au quotidien, près de 18 000 clubs sont cofinancés par l'agence pour mettre en

L'Agence Nationale du Sport EN CHIFFRES

œuvre leur pratique sportive. Nous avons des crédits supplémentaires, notamment 18 millions d'euros pour accompagner les clubs sportifs dans le cadre des projets sportifs fédéraux (PSF).

Le deuxième axe important, c'est le financement des emplois sportifs, puisqu'on accompagne déjà chaque année près de 5 000 emplois aidés dans les associations : des emplois d'éducateurs, d'entraîneurs ou de chargés de développement. Nous avons souhaité amplifier ce dispositif, notamment en direction des jeunes de moins de 26 ans, prioritairement issus des territoires carencés des territoires prioritaires, pour porter à 7 500 le nombre d'emplois aidés financés d'ici 2022. Cela correspond à 40 millions d'euros supplémentaires sur deux années (20 millions en 2021 et 20 millions en 2022).

Enfin, le troisième axe important est celui du financement des équipements sportifs, pour lequel on avait déjà, en 2020, un budget de 45 millions d'euros. Ce budget va augmenter et passer à 80 millions d'euros de manière à pouvoir financer les équipements de proximité, les équipements locaux. Cela va s'ajouter à une volonté de rénovation énergétique des équipements, avec un budget de 50 millions d'euros sur deux ans (25 millions d'euros en 2021 et

12 membres fondateurs

363,3 millions d'euros de budget en 2021

-> **249,9** millions d'euros pour le développement

-> **102,7** millions d'euros pour la haute-performance

-> **10,7** millions d'euros pour le fonctionnement

400 équipements sportifs financés

18 000 associations soutenues par l'Agence

5 300 emplois cofinancés

2 724 athlètes accompagnés chaque mois

25 000 subventions par an

3 millions : l'objectif d'augmentation du nombre de pratiquants sportifs d'ici 2024

en 2022). Nous allons accélérer la rénovation de notre patrimoine sportif dont on sait que, de manière générale, il y a une vétusté moyenne de près de 37 ans. Sur les dimensions environnementales et d'économie d'énergie, nous avons l'ambition de rénover notre patrimoine sportif.

Avoir un sport plus respectueux de l'environnement, c'est donc un axe important pour l'Agence Nationale du Sport ?

Ce qui est important, c'est d'avoir des équipements sportifs qui prennent en compte les réalités environnementales. Le sport fait pleinement partie de la société. Il concerne des millions de pratiquants, des centaines de milliers d'équipements. Il

est donc nécessaire de pouvoir réduire la consommation d'eau et la consommation électrique, et ainsi concourir à l'effort collectif en matière d'environnement. L'Agence Nationale du Sport a la volonté d'augmenter le nombre d'équipements sportifs, mais aussi de les rénover et de faire en sorte que ces équipements répondent mieux à l'évolution des pratiques. C'est pour ça que nous intervenons sur le financement des équipements sportifs scolaires, afin de pouvoir les ouvrir aux publics externes le soir, le week-end et durant les vacances. Cela nécessite des aménagements que l'on finance. C'est très important pour nous.



Frédéric Sanaur : « Le pôle Haute Performance de l'Agence est totalement mobilisé pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo. »

Les équipements sportifs, les aménagements sportifs urbains et les parcours de santé nécessitent également d'être adaptés en fonction des types de pratique. Aujourd'hui, on a l'ambition d'augmenter la pratique féminine, ce qui nécessite de prendre en compte les besoins en termes de matériel et d'aménagement sportif, en ajoutant des vestiaires, en installant un meilleur éclairage par exemple. Cela permet d'optimiser les équipements existants dans notre pays.

Des développements sont également nécessaires pour le handisport...

Tout à fait. Nous avons chaque année une enveloppe dédiée à la mise en accessibilité des équipements sportifs et à l'achat de matériel pour le développement de la pratique parasport. Mais au-delà de ces deux premiers aspects, nous soutenons fortement le développement du parasport à travers le soutien aux clubs et aux projets des Fédérations sportives, via le dispositif des emplois sportifs qualifiés, ou encore par notre stratégie Ambition bleue qui prend pleinement en compte la dimension paralympique.

« 3 millions de sportifs en plus en 2024 »

Certaines fédérations sont en difficulté, notamment à cause de la chute du nombre de licenciés dans les fédérations. Est-ce que cela vous inquiète ?

L'agence s'est positionnée pour accompagner le mouvement sportif, le soutenir, pour être partenaire des fédérations sportives. Lorsque les prises de licences sont en baisse, c'est quelque chose qui nous alerte et nous y accordons la plus grande attention. L'objectif de l'ANS, c'est d'augmenter de 3 millions le nombre de pratiquants sportifs en France d'ici 2024. Forcément, s'il y a une baisse des licenciés, ce sera plus compliqué d'atteindre cet objectif, qui a pour ambition d'avoir une nation plus sportive, en meilleure santé, et qui puisse s'inscrire en pleine cohérence avec l'opportunité qu'on a d'accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024.

Nous sommes attentifs à cela et surtout, nous préparons la suite. L'objectif, c'est



Cédric Joly, champion du monde de slalom en canoë monoplace, est l'un des grands espoirs de la discipline pour Paris 2024.

© Actionplus - Icon Sport

de faire en sorte que les emplois sportifs perdurent, que les associations sportives ne ferment pas leurs portes et que les dirigeants restent en contact avec leurs licenciés, leurs adhérents. L'idée, c'est de préparer la relance de manière à ce que lorsque les associations sportives pourront complètement rouvrir leurs portes, elles puissent le faire dans les meilleures conditions et, j'en suis convaincu, accueillir encore plus de monde demain qu'il y en avait hier. Les Françaises et les Français ont envie de se dépenser, de faire du sport, c'est une plus-value très grande dans notre société, pour l'épanouissement des individus. On accompagne les fédérations en ce sens. Le mouvement sportif doit surmonter cette crise lors des prochaines semaines, pour pouvoir redémarrer à plein régime d'ici la fin de la saison sportive, ou au plus tard au tout début de la saison sportive prochaine.

Vous espérez donc une reprise avant les vacances estivales pour le sport amateur...

L'objectif, c'est qu'au plus tard au mois de juin, on puisse engager des dispositifs qui incitent les Français à aller vers les clubs, à participer aux activités estivales qui sont très importantes pour de nombreuses disciplines et qui favorisent les inscriptions

à la rentrée. Nous espérons voir un maximum d'inscriptions à la rentrée, et la reprise d'une activité sportive associative la plus normale possible. Même si on ne sait pas avec certitude quel sera le contexte sanitaire dans les prochaines semaines et dans les prochains mois.

« Le sport est un formidable outil d'épanouissement »

Les jeunes ont particulièrement délaissé le sport. Le Pass'Sport est-il une bonne solution pour inverser la tendance ?

C'est effectivement une des mesures qui avait été initiée par le Premier ministre lorsqu'il avait reçu les acteurs du sport au mois de septembre dernier. Il avait souhaité, avec les deux ministres en charge des Sports, Jean-Michel Blanquer et Roxana Maracineanu, que l'Agence puisse coordonner les différents travaux pour que l'ensemble des acteurs de la gouvernance de l'Agence puissent apporter leur point de vue et leurs propositions. En novembre dernier, le président de la République a effectivement annoncé la mise en place du Pass'Sport, en engageant un volume financier conséquent, 100 millions d'euros.

Le Pass'Sport a une valeur de 50 euros et permettra à 2 millions de jeunes de moins de 16 ans, issus des foyers les plus modestes, de payer tout ou partie de leur adhésion dans un club. C'est un dispositif à forte valeur sociale.

La campagne de communication *EnVie de sport est-elle suffisante pour inciter les Français à faire du sport ?*

La campagne de communication, comme de nombreux autres dispositifs, s'inscrit dans une stratégie plus globale. Lorsqu'on a travaillé avec le ministère des Sports, le Comité olympique et le Comité paralympique sur cette campagne, on espérait tous que la pratique sportive reprenne normalement en septembre 2020 ou un peu plus tard. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Mais cette campagne reste importante parce qu'on voulait surtout dire que le sport était une grande force dans notre société, un formidable outil d'épanouissement, et qu'il fallait continuer à donner envie de faire du sport aux Françaises et aux Français.

Quel est le rôle des collectivités dans le développement du sport sur le territoire ?

Les collectivités font partie intégrante de l'Agence Nationale du Sport puisque l'ensemble des réseaux de collectivités

sont membres fondateurs de l'ANS. Les collectivités sont le premier financeur du sport, elles permettent l'organisation du sport au quotidien dans nos villes, dans nos départements, dans nos régions. A l'agence, nous voulons coordonner l'action des collectivités et celle des acteurs au niveau national. Nous souhaitons aussi mesurer les attentes et les besoins des territoires pour mettre en place des dispositifs nationaux qui s'inscrivent en cohérence avec les attentes du terrain. L'ANS gère des crédits importants. L'objectif, c'est de les utiliser le plus efficacement possible, là où il y a le plus de besoins. La présence des collectivités au sein de l'Agence concourt pleinement à cet objectif.

« On dialogue, on se concerta et on décide ensemble »

Pour quelles raisons installer des Conférences Régionales du Sport ? Est-ce un moyen de responsabiliser les collectivités ?

Le premier objectif, c'est que tous les acteurs du sport qui contribuent à son développement puissent se retrouver

dans des espaces et des instances de dialogue. Se connaître, connaître l'action de chacun pour mieux la coordonner. Nous avons pour ces Conférences Régionales du Sport une représentation à l'image de celle de l'Agence au niveau national, une représentation plurielle dans les territoires avec le monde économique, les territoires et les collectivités territoriales, le mouvement sportif olympique et paralympique et les représentants de l'Etat, avec aussi bien des acteurs de la santé que de l'éducation, que la préfecture ou des établissements de type CREPS. C'est très important pour nous d'avoir une cohérence entre l'organisation nationale et l'organisation territoriale.

Ensuite, l'idée est aussi d'avoir un diagnostic commun de la situation sportive et des besoins de développement du sport sur un territoire, et donc de poser un diagnostic partagé entre l'ensemble des acteurs. Une fois que ce diagnostic partagé est posé, l'objectif est d'écrire la stratégie de développement du sport pour l'ensemble du territoire avec ce qu'on a appelé le projet sportif territorial (PST) sur cinq ans. Il pose la vision et les besoins en termes de structuration et de développement du sport à l'échelle de la région, en prenant en compte, bien sûr, les spécificités de chaque département,



Avec 8 titres paralympiques et 20 titres mondiaux, Marie Bochet est l'une des athlètes françaises les plus médaillées à l'international.

© Avalon - Icon Sport



© Actionplus - Kon Sport

Jérémy Florès fait partie du Cercle Haute Performance créé par l'Agence Nationale du Sport.

de chaque bassin de vie. En résumé, on dialogue, on se concerte, on se connaît et on décide ensemble de ce qu'il faut pour le développement du sport à l'échelle du territoire.

Ensuite, il y a les conférences des financeurs qui vont permettre d'apporter les financements nécessaires pour différents événements...

...et de réaliser concrètement le projet sportif territorial. Une fois que le diagnostic est posé, que l'on a une vision et une stratégie, il faut les mettre en œuvre. Pour cela, il faut des instances techniques de décision et de financement, dans lesquelles on va retrouver des financements de l'Agence, mais aussi des financements des collectivités, des financements du mouvement sportif et même du monde économique.

La mise en place de ces conférences va s'étaler sur toute l'année 2021 ?

Les conférences régionales ont démarré leur installation officielle dès le mois de janvier. On va avoir près d'une dizaine de conférences qui seront installées dans les trois prochains mois. C'était le calendrier qu'on s'était fixé après la parution du décret du 20 octobre dernier. On va ensuite engager les travaux de diagnostics territoriaux et d'écriture du projet sportif

territorial, puis installer les conférences des financeurs tout au long de l'année 2021. Cela va demander déjà plusieurs mois et un certain temps pour que tout cela produise des effets positifs qui apportent des résultats concrets.

Au niveau local, l'objectif de manière générale, et Roxana Maracineanu l'a très bien dit, c'est de mettre le sport encore davantage au cœur des priorités territoriales. Le sport est à la fois un outil de santé et d'éducation, de citoyenneté, d'engagement et de bien-être, d'économie et d'emplois, de tourisme, d'aménagement du territoire, de relations internationales. On pense que le sport peut aussi répondre à tous ces enjeux. Mettre ce sujet parmi les priorités d'un territoire, c'est aussi apporter des réponses pour la jeunesse, pour les différents publics, dans les territoires.

Quels sont les grands défis de 2021 pour l'Agence Nationale du Sport ?

Un des enjeux pour l'Agence, c'est de déployer cette organisation territoriale dont nous venons de parler. Parmi les autres enjeux, il y a bien entendu les Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo. Le pôle Haute Performance de l'Agence est totalement mobilisé aux côtés des fédérations sportives, des équipes techniques et des athlètes. On a produit

un programme qu'on a appelé Ambition Bleue, que nous sommes en train de mettre en œuvre. On a créé le Cercle de la Haute Performance, qui comptabilise 362 sportifs de haut niveau à fort potentiel de médailles. On a également engagé un programme aux côtés des fédérations qu'on a appelé « Orfèvre ». On poursuit la mise en œuvre du Sport Data Hub. On est en train de réorganiser le sport de haut niveau au niveau territorial. On travaille notamment avec les CREPS, avec les écoles nationales, pour confier l'organisation territoriale du sport de haut niveau à des équipes dédiées dans ces établissements.

Nous avons donc les Jeux de Tokyo, le déploiement du programme Ambition Bleue, qui est clairement tourné vers 2024, et la gouvernance territoriale. Puis, de manière générale, il y a aussi le déploiement et la mise en œuvre du plan de relance. L'enjeu pour les clubs, c'est de pouvoir reprendre une activité normale, mais aussi de pouvoir s'assurer qu'ils sont soutenus et accompagnés pour pouvoir le faire. Nous poursuivons notre engagement de professionnaliser le sport, de le structurer et de le développer avec plus de pratiquants, plus de licenciés et une offre de pratique encore plus diversifiée de la part du mouvement sportif et associatif.

LE CALENDRIER de mise en place des premières Conférences Régionales du Sport

« Porter le message de Paris 2024 en direction des territoires »

La radicalisation et les violences sexuelles sont deux sujets pris à bras le corps par Roxana Maracineanu. L'Agence intervient-elle concernant ces sujets ?

Ce sont effectivement des missions qui sont pilotées par le ministère des Sports, pour lesquelles l'Agence, s'implique totalement, puisque nous sommes amenés à financer des actions en direction des associations qui font de la prévention, notamment en matière de lutte contre les violences ou contre les dérives dans le sport.

Concernant les sujets de radicalisation, il y a également une loi qui est en préparation. C'est important, dans le sens où l'Agence est concernée parce qu'elle attribue de l'argent public issu de dotations de l'Etat. On doit donc pouvoir assurer la meilleure traçabilité possible, sur le fait d'attribuer des financements publics à des associations garantes de l'éthique, d'une organisation saine, et qui défendent les valeurs de la République.

Paris 2024 est un grand rendez-vous pour l'Agence Nationale du Sport. Quel héritage ces Jeux doivent-ils laisser ?

L'ANS a été créée aussi par le biais de l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024. C'est l'accueil de ce formidable événement qui a accéléré la création d'une structure comme celle dont j'ai la charge aujourd'hui, avec cette volonté d'apporter plus de solutions et de manière plus rapide concernant le haut niveau et la haute performance. L'objectif est aussi de laisser un héritage plus global sur l'ensemble des territoires. Pas uniquement sur la pratique du haut niveau, mais aussi sur la découverte des pratiques sportives, sur leur diversification, et sur le nombre de pratiquants. L'héritage se veut aussi dans cette logique-là, de laisser avant, pendant et après les Jeux, une France plus sportive, plus performante et en meilleure santé.

Centre-Val de Loire : le 20 janvier à 14h30

Pays de la Loire : le 27 janvier à 14h30

Auvergne-Rhône-Alpes : le 4 février à 14h30

Nouvelle-Aquitaine : février 2021

Bretagne : 1^{er} trimestre 2021

Occitanie : 1^{er} trimestre 2021

Hauts-de-France : le 15 mars 2021 à 15h

Grand Est : avril 2021

Île-de-France : avril 2021

Le succès du label Terre de Jeux vous incite-t-il à l'optimisme ?

Oui, et c'est aussi pour ça qu'on a décidé, avec Tony Estanguet, de s'associer à travers une collaboration très étroite entre le COJO et l'Agence Nationale du Sport. On s'est engagé à financer près de 150 équipements sportifs par an jusqu'en 2024 autour des villes qui disposent du label Terre de Jeux. Il s'agit aussi de réussir à porter le message de Paris 2024 en direction des territoires dans le cadre des conférences régionales. Et, à l'inverse, de pouvoir faire remonter les attentes des territoires auprès du Comité d'organisation des Jeux. L'objectif est aussi de pouvoir initier de nouvelles actions qui favorisent l'innovation par le sport et les nouveaux partenariats à travers un dispositif commun qu'on a lancé avec Paris 2024, le Comité olympique et le Comité paralympique, qui s'appelle Impact 2024 et qui a permis de soutenir un grand nombre de projets pour favoriser l'innovation sociale, le développement durable, les nouveaux modes de partenariat et la solidarité par le sport.



La triathlète Cassandre Beaugrand fait aussi partie de la liste des 362 sportifs de haut niveau à fort potentiel de médailles.

François Bonneau

« Cette nouvelle gouvernance correspond à la volonté d'engagement de la Région »

La Région Centre-Val de Loire a été la première à mettre en place la Conférence Régionale du Sport, le 20 janvier dernier. Entretien avec le Président de la Région, François Bonneau.

Était-ce important pour la Région Centre-Val de Loire d'être la première à lancer officiellement les Conférences Régionales du Sport ?

Les sportifs diraient : « On a passé les épaules les premiers. » C'est un très bon point pour la Région Centre-Val de Loire, d'abord parce que la ministre a noté que nous avons très vite mis en place une politique sportive. Dès 2004, nous avons construit un CREPS, alors que cela s'est fait en 2015 dans les autres régions. Nous avons une longueur d'avance. Nous avons également engagé une Conférence du sport avant le lancement prévu par la loi au niveau national. La ministre a souhaité reconnaître notre engagement particulièrement volontariste, pas simplement celui de la Région, mais aussi celui du mouvement sportif avec lequel on travaille étroitement, et celui des autres collectivités territoriales. Aujourd'hui (le 20 janvier, ndr), nous mettons en place une nouvelle gouvernance qui a bien évidemment un sens à l'échelle de notre Région, mais qui inaugure ce qui va se développer partout sur le territoire national. Il y avait quatre grandes catégories d'acteurs. D'abord les collectivités territoriales – départements, intercommunalités et communes, avec le rôle fédératif de la Région. J'ai eu la confiance de tous les participants qui m'ont élu président pour animer cette conférence territoriale. Il y avait aussi, évidemment, le mouvement sportif, très pré-



François Bonneau : « Paris 2024 est un superbe levier pour amplifier les pratiques sportives. »

sent et très mobilisé. Il y avait l'Etat à travers les services de l'Etat, de la Préfecture, et le rectorat. Enfin, il y avait les acteurs économiques pour lesquels le développement du sport est doublement significatif. Souvent, ils sont en soutien du développement du sport en l'aidant à l'organisation de manifestations et en aidant la vie de clubs. Ils sont également concernés quand ils développent et favorisent la pratique sportive de leurs salariés, quand ils mettent en avant des pratiques sportives sur le territoire pour le recrutement dans les collectivités territoriales. Il s'agissait donc de la rencontre des acteurs du sport autour d'une organisation nouvelle : la Conférence Régionale du Sport.

Que retenir-vous de cette journée de lancement ?

Ce qui est important, ce sont les priorités que nous nous sommes données, s'agissant notamment du développement des pratiques. On sait que la crise actuelle a

suspendu par la force des choses les pratiques d'un certain nombre de nos jeunes, de nos pratiquants. Il faut nous organiser pour impulser à nouveau du désir de sport, du désir de pratique sportive au moment de la sortie de cette crise. Cela a été un point important. Nous avons aussi beaucoup parlé, comme piste de travail, du sport santé. Les contraintes et les craintes de notre société aujourd'hui par rapport à la Covid-19 nous y poussent tout particulièrement. Le sport comme élément de prévention santé a été largement cité, pour les jeunes, pour les pratiques adultes et pour les pratiques seniors.

On a également parlé de la coordination des soutiens aux équipements, sur la façon de créer, ensemble, de manière coordonnée, une carte bien équilibrée permettant les pratiques sportives sur tous les territoires. Il faut que l'on ait une carte des équipements aquatiques par exemple, une

carte des lieux de pratiques spécialisées, je pense au judo, au karaté. Il faut élaborer, pas uniquement dans nos bureaux mais avec le mouvement sportif, une carte cible des équipements sportifs sur les territoires.

De plus, nous avons évoqué la dimension d'éducation du sport, avec le nécessaire rapprochement entre le sport en tant que pratique scolaire dans les écoles, collèges et lycées, et les pratiques qui sont des pratiques de clubs. J'étais heureux de dire combien cette nouvelle gouvernance correspondait véritablement à la volonté de la Région, et combien nous avons la volonté de nous engager dans l'élaboration de diagnostics et d'états des lieux sur les équipements, sur les pratiques, et dans la mise en place de feuilles de route pour faire avancer les choses.

« Veiller à ce que la pratique du sport soit source d'égalité »

L'objectif, c'est de continuer à discuter pour mettre en place un Projet sportif territorial ?

Absolument, et il y a deux ordres d'interventions. Le premier va être lié à l'actualité, au quotidien. Si demain, on autorise à nouveau les pratiques sportives, il faudra très vite que l'Etat et les collectivités territoriales engagent la meilleure mobilisation possible auprès des familles, des pratiquants, des enfants, pour qu'ils retrouvent le chemin des lieux de pratique sportive. Deuxièmement, concernant la feuille de route, il y a les priorités que nous devons nous donner. C'est ce que je vais piloter en tant que président. Cela renvoie aux équipements, à des éléments d'égalité : égalité des territoires, mais aussi égalité hommes-femmes dans



La Région Centre-Val de Loire est la première à avoir lancé les Conférences Régionales du Sport.

les pratiques sportives. Culturellement, les jeunes filles s'interdisent encore trop souvent certains sports de manière totalement injustifiée au regard de ce que sont ces pratiques. Il faut veiller à ce que la pratique du sport soit source d'égalité et non pas de ségrégation. Cela nous paraît fondamental.

Nous voulons aussi positionner le sport en dialogue avec les acteurs économiques de la Région pour que ces acteurs économiques puissent efficacement mobiliser leur soutien aux clubs, aux manifestations. Ils restent évidemment totalement libres de leurs engagements, mais si nous les associons complètement à la réflexion sur la politique sportive à l'échelle de la Région, ils seront plus à même de venir en soutien. Les acteurs économiques ont besoin du sport, parce que certains développent des pratiques sportives au sein de leurs entreprises, et parce que souvent, si l'entreprise est implantée sur un territoire où l'on a des pratiques diversifiées et la fierté d'une réussite à un haut niveau, c'est un point positif pour attirer des salariés.

Nous avons et nous aurons aussi Paris 2024. C'est un élément central, un événement extraordinaire pour lequel il faut préparer nos jeunes. C'est également un superbe levier pour amplifier encore les pratiques sportives. Paris 2024, on y a beaucoup travaillé collectivement en Centre-Val

de Loire, et c'est au cœur de notre feuille de route pour les prochaines années.

Concernant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, avez-vous encore l'espoir d'accueillir des épreuves d'équitation ?

La décision qui a été prise actuellement ne nous est pas favorable. Le site de Versailles a été confirmé, contre l'évidence et contre toute attente. Je reste, avec les acteurs locaux, complètement en veille. La crise actuelle va mettre à plat les finances publiques, peut-être que des organisations comme celle-là devront être vues avec le souci de l'économie. La proposition qui est celle de Lamotte - Chambord pour l'équitation est particulièrement valorisante, puisqu'on peut avoir pour écrin la superbe Sologne à Lamotte-Beuvron et le superbe château de Chambord, qui est aussi connu au niveau international que le château de Versailles. La proposition que nous faisons et que nous portons encore est celle d'une ruralité vivante, attractive, qui est un des visages de la France. C'est quelque chose que nous gardons en tête de manière extrêmement active, si la fenêtre se rouvrait pour des raisons d'économies à réalité.

Les Conférences Régionales du Sport sont-elles une opportunité pour les Régions de faire remonter plus rapidement au plus haut niveau de l'Etat les demandes et les besoins ?

La parole que je vais porter en tant que président représentant la totalité du mouvement sportif, la totalité des sportifs, des associations, des collectivités territoriales, sera une parole qui sera plus forte encore. Aujourd'hui, ce qui m'a intéressé, c'est de voir que notre ministre a souligné la place que la Région donne au soutien à la pratique sportive à travers les CAP'Asso. C'est, sur une année, 4 millions d'euros que nous apportons pour la présence d'entraîneurs sportifs dans les clubs. Cela nous donne une reconnaissance pour que demain, notre parole soit encore plus forte et plus entendue.



François Bonneau : « Il faut que l'on ait une carte des équipements aquatiques. »

RENCONTRES

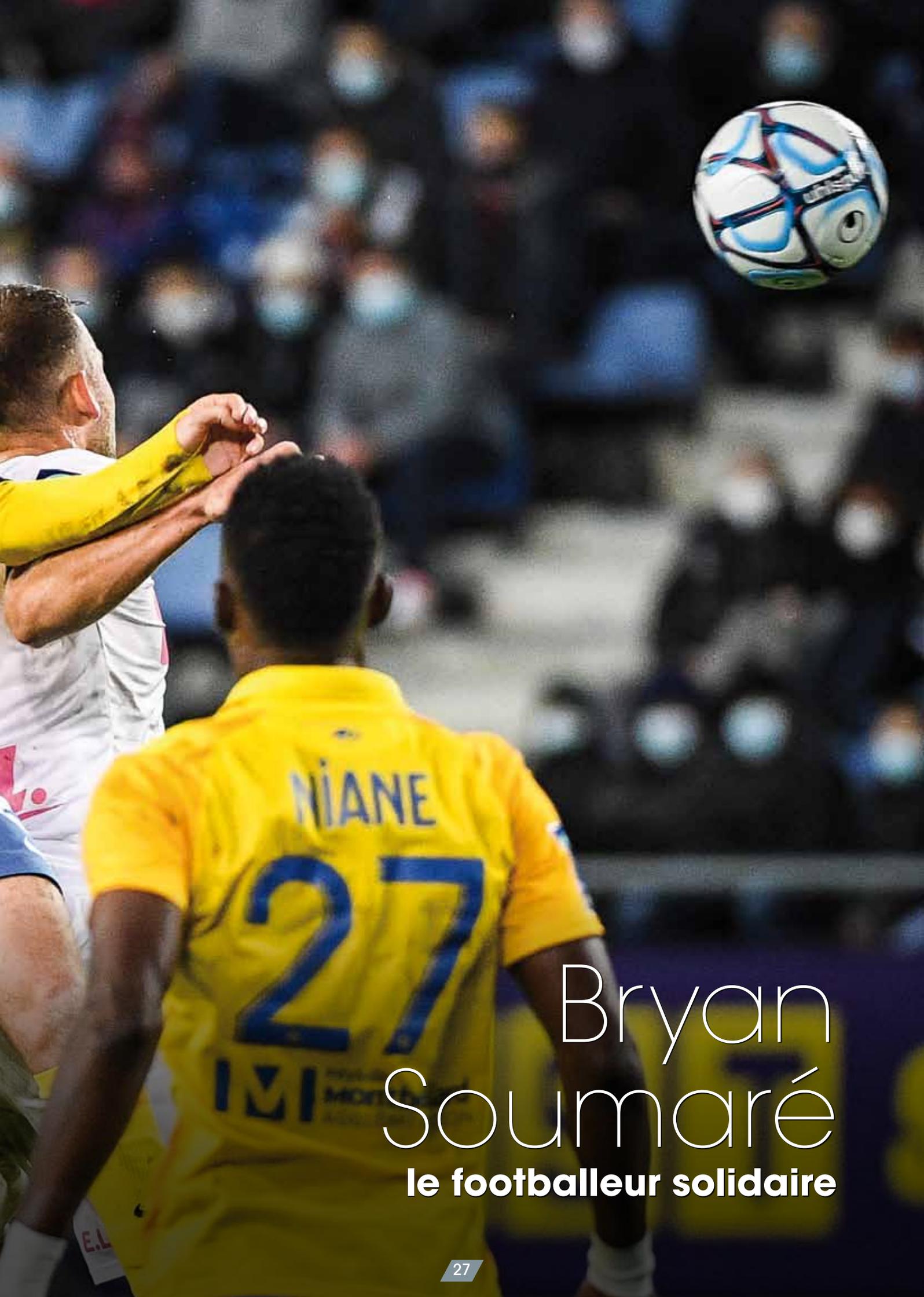
Sport pro

par Olivier Navarranne



© Icon Sport

Prêté par Dijon, Bryan Soumaré évolue à Sochaux depuis le début de saison.



Bryan
Soumaré
le footballeur solidaire



Après avoir été formé à l'Olympique Saint-Quentin, le milieu de terrain a fait ses débuts chez les pros au DFCO.

© Icon Sport

Footballeur de 21 ans, Bryan Soumaré évolue actuellement en Ligue 2, au FC Sochaux. Prometteur balle au pied, le natif de Saint-Quentin a fait parler de lui durant l'automne en lançant une démarche solidaire en cette période de crise sanitaire, symbole d'une personnalité qui détonne dans le monde du football professionnel.

Un cadeau de Noël légèrement en avance. Fin décembre, Bryan Soumaré a enfin réussi à faire trembler les filets. Le jeune milieu de terrain aura attendu son 31^e match professionnel pour débloquer son compte, lui dont

le parcours a été linéaire, mais semé d'embûches. « J'ai commencé le football dès l'âge de trois ans et demi », raconte le natif de Saint-Quentin. « Je ne pouvais pas jouer car j'étais trop jeune, je me contentais donc des entraînements. Je suis progressivement passé par toutes les catégories et j'ai effectué plusieurs essais dans des centres de formation, notamment à Marseille et au Havre. Mais ils m'ont dit que j'étais trop timide pour intégrer un centre de formation dès le plus jeune âge. Il est vrai que j'étais un peu trop réservé, malheureusement j'ai échoué à cause de ça. » Première embûche, mais pas la plus importante. « En U14, j'ai été victime d'une blessure qui m'a écarté des terrains durant deux ans. Les médecins m'ont dit que si je continuais à jouer blessé, je risquais de finir en chaise roulante. Je me suis donc arrêté pendant deux ans. » Deux ans de pause, une période interminable, mais pas synonyme de fin pour Bryan Soumaré. « Heureusement, mon genou s'est solidifié et j'ai pu recommencer à jouer. Être professionnel, j'avais complètement lâché l'affaire. Je jouais simplement parce que j'adore le foot. Finalement, grâce à mes performances avec Saint-Quentin, notamment en Coupe de France, Dijon s'est manifesté. J'ai sauté sur l'occasion. J'avais aussi des propositions d'autres

clubs à l'étranger, mais j'ai tranché en faveur de Dijon car j'ai vu que c'était un club familial. C'était une notion très importante à mes yeux. »

Un parcours semé d'embûches

Le club dijonnais l'accueille à l'orée de la saison 2019-2020. Le jeune gaucher ne tarde pas à se faire remarquer par l'envie qu'il affiche sur le terrain. « Je suis insouciant. Je me dis que je n'ai rien à perdre dans ma carrière car j'étais déjà en bas. Je prends les matches au fur et à mesure, dès que je suis sur le terrain je vis le moment à fond car je sais que j'ai une chance énorme d'être passé professionnel », assure Bryan Soumaré. « Je vois mon parcours comme une chance. Passer d'amateur à professionnel sans passer par un centre de formation, c'est exceptionnel. Tout le monde n'a pas la chance d'y arriver. Je prends cela comme une force. » Malgré ce parcours atypique et couronné de succès avec ce passage chez les professionnels, pas question de prendre la grosse tête. « Mon entourage m'a incité à garder la tête sur les épaules. De toute façon, ce n'est pas mon genre de prendre la grosse tête. Je sais d'où je viens et ce que j'ai connu. »

D'autant que tout n'est pas rose chez les professionnels. La saison passée, il joue de moins en moins avec Dijon. « *J'ai un peu moins enchaîné les matches. J'avais peut-être un peu trop de charge de travail et le recrutement effectué par Dijon a été bon, notamment avec la venue de Yassine Benzia. Le coach m'a donc un peu écarté du groupe. Mais ce n'est pas pour cela que j'ai baissé les bras. J'ai continué à travailler.* » Malgré tout, Dijon ne compte pas vraiment sur lui à l'entame de l'exercice 2020-2021. Le DFCO décide de le prêter et c'est Sochaux, pensionnaire de Ligue 2, qui remporte la mise. « *Cela fait plusieurs mois que je suis ici et j'ai déjà beaucoup progressé tactiquement et techniquement. Mon but n'est pas d'être en Ligue 2 et de cirer le banc. Je n'ai eu aucun problème à descendre d'un échelon pour avoir du temps de jeu et progresser.* »

Un tweet qui change tout

C'est justement en pleine période de progression et de bons matches avec Sochaux que Bryan Soumaré jette un œil sur les réseaux sociaux, un jour de novembre 2020. En pleine période de crise sanitaire, le jeune milieu se fend d'un tweet venu du fond du cœur. « *Si dans la situation où nous vivons tu ne peux pas travailler et que tu n'as pas à manger, n'hésite pas et n'aie pas honte de m'écrire en privé. Pâtes, riz, œufs, lait ou quelque chose comme ça, je peux te l'offrir.* » Les mots sont simples, la proposition sincère. « *En l'espace d'une trentaine de minutes, j'avais plus de 2 000 partages et je ne sais plus combien de J'aime. Jamais je n'aurais imaginé qu'il y aurait autant de retombées. Mais je me suis dit : tant mieux si cela m'arrive. Plus il y a de partages, plus je peux aider.* » L'ancien joueur de l'Olympique Saint-Quentin crée alors une cagnotte sur le site Leetchi et récolte près de 8000 euros au moment de la clôture de cette cagnotte, peu avant les fêtes de Noël. « *Le but de cet argent est de contacter des associations qui viennent en aide aux personnes les plus démunies. Je réfléchis avec des proches qui m'entourent dans ce projet, dont ma maman.* » Un geste qui a suscité l'admiration et le respect sur les réseaux sociaux. A une époque où les footballeurs sont sans cesse renvoyés à leur salaire et leur individualisme, Bryan



Très actif sur le terrain, Bryan Soumaré l'est aussi en dehors en ayant lancé une démarche solidaire.



Le Picard n'a pas hésité à venir en aide à des familles de sa ville natale.

Soumaré détonne. Mais pour lui, il n'est aucunement question de faire le buzz ou de se donner une bonne image. « *Mon souhait, c'est d'aider les gens.* »

Le cœur sur la main à Saint-Quentin

Les aider, notamment à Saint-Quentin, sa ville d'origine. Profitant d'une période sans match peu avant la fin de l'année, Bryan Soumaré met le cap sur les terres de ses premières performances balle au pied. Aidé du maire et du Centre communal d'action sociale (CCAS) de la cité de l'Aisne, le joueur du FC Sochaux se rend dans un supermarché et achète pour 3000 euros de pâtes, riz et autres produits de première nécessité. Des vivres qui ont fait le bonheur de plusieurs familles dans le besoin, notamment en cette période de crise sanitaire. « *Franchement, s'il faut y mettre un salaire, je m'en fous. Moi, si je peux payer mes factures, le reste, c'est du plus* », confie le joueur, plus que jamais sincère dans sa démarche, d'autant qu'il est passé par là. « *Quand j'étais plus jeune, que nous étions six à la maison, il y avait des moments où on ne savait pas ce qu'on allait pouvoir manger à la fin du mois. C'est la réalité. Ma mère a essayé de nous le cacher, mais je savais qu'on ne roulait pas sur l'or, qu'il y avait des difficultés. J'ai vécu des moments compliqués et je n'ai pas honte de le dire.* » Tendre la main est pour lui une manière d'éviter à des jeunes de connaître les mêmes galères. Une solidarité dans laquelle Bryan Soumaré



© Icon Sport

Bryan Soumaré et le FC Sochaux peuvent ambitionner une montée en Ligue 1 pour la première fois depuis 2014.

OBJECTIF LIGUE 1 pour Sochaux ?

Alors que la saison de Ligue 2 suit son cours, le FC Sochaux fait partie des prétendants aux barrages, voire à la montée directe, au sein d'un championnat particulièrement serré et indécis. « *Ça passe surtout par les trois points à domicile, il faut impérativement gagner chez nous à chaque fois* », assure Bryan Soumaré, pas insensible à l'absence du public depuis le début de saison. « *Les supporters, c'est l'âme d'un club, on a besoin d'eux. Mais c'est comme ça, on ne peut pas prendre de risques avec ce virus.* » C'est sans public mais avec un Bryan Soumaré qui monte en puissance que Sochaux vise une deuxième belle partie de saison qui pourrait conduire le club montbéliard à un retour dans l'élite dont il est privé depuis 2014.

entend continuer de s'engager, tout en poursuivant sa carrière professionnelle. Mais n'allez surtout pas lui dire que cette démarche sincère envers les autres fait de

lui un footballeur « original » ou au-dessus des autres. « *Je ne suis pas un joueur au-dessus ou en-dessous du lot. Je suis un joueur comme tout le monde.* »



Bio express

Bryan Soumaré

21 ans - Né le 11 février 1999 à Saint-Quentin (Aisne)

Club : FC Sochaux

Poste : Milieu de terrain

Palmarès : Néant

Le jeune milieu de terrain entend continuer à s'investir sur le front de la solidarité.



**L'APPLICATION
DISPONIBLE**

SPORTMAG

*Téléchargez l'application
dès maintenant*



SPORTMAG

RENCONTRES

Au féminin

par Leslie Mucret

Boch - Sénéchal

**le duo de choc
du bob féminin français**





© Getty/Icon Sport

Margot Boch : « Nous sommes très complices et nous communiquons beaucoup. »

Pendant plus de 10 ans, la France n'a pas eu d'équipage féminin de bobsleigh au plus haut niveau. Margot Boch et Carla Sénéchal ont comblé ce manque en progressant depuis deux ans sur les circuits internationaux, jusqu'à viser une qualification aux Jeux Olympiques d'hiver de Pékin en 2022. Rencontre.

Comment est né cet équipage de bobsleigh féminin ?

Margot Boch : J'ai pratiqué la gymnastique pendant longtemps. Quand j'ai arrêté, Bruno Mingeon, l'un des seuls médaillés en bobsleigh en France (médaillé de bronze en bob à 4 aux Jeux Olympiques d'hiver de Nagano en 1998, ndlr), m'a proposé de pratiquer ce sport. Il faut savoir que le bob est une histoire de famille chez moi. Mon grand-père et mon père en faisaient. Quand je voyais mon père à l'entraînement, ça me donnait envie, mais je n'y croyais pas trop. Pourtant, il n'a cessé de m'encourager pour que je me lance. Comme j'étais trop jeune pour faire du bobsleigh, j'ai pratiqué la luge pendant quatre ans au CBLS de La Plagne, en Savoie. Puis j'ai eu l'âge pour entrer dans le bobsleigh et j'ai voulu monter mon projet d'équipage. Le problème, c'est qu'il n'y avait aucune fille. J'ai donc cherché du côté de l'athlétisme.

Carla Sénéchal : À l'été 2018, j'ai reçu un message sur Facebook de Margot, que je ne connaissais pas et qui me demandait de venir faire des essais pour devenir son équipière. Elle cherchait une pousseuse qui a des qualités physiques et elle a eu mon contact via un entraîneur qui savait que je faisais de l'athlétisme depuis 16

ans. Je n'avais jamais fait de bobsleigh, mais j'habite en Savoie, j'apprécie le cadre de la montagne et j'avais envie d'essayer. La rencontre s'est tout de suite bien passée. J'ai réussi les tests physiques et ils m'ont gardée. En tant que pousseuse, j'ai retrouvé les qualités physiques qui me plaisent en athlétisme.

Quel est votre parcours depuis 2018 ?

M. B. : Nous avons commencé ensemble par des stages, puis nous sommes entrées en Coupe d'Europe où nous avons réalisé une cinquième place au classement général en 2019. Depuis 2020, nous évoluons sur le circuit Coupe du monde. Lors de l'étape à La Plagne, nous avons réalisé notre premier top 6. C'était très bien, mais aussi très inattendu pour un équipage aussi jeune.

C. S. : Il faut savoir qu'il n'y a pas eu d'équipage féminin de bobsleigh en France au plus haut niveau international pendant plus de 10 ans. Depuis deux ans, nous gravissons les échelons doucement. Après notre 6^e place à La Plagne, nous avons continué à faire de bons résultats sur le circuit Coupe du monde, en terminant 5^{es}, 6^{es} et 8^{es}. C'est de très bon augure pour la suite.

« Les Jeux Olympiques, un rêve de petite fille »

Un équipage féminin français de bobsleigh aux Jeux Olympiques d'hiver, c'est du jamais vu. Avez-vous les moyens de vous qualifier pour la compétition à Pékin, en 2022 ?

M. B. : Il va falloir se placer au ranking de la Fédération internationale de bobsleigh et de skeleton (IBSF). Ça viendra par les résultats sur le circuit Coupe du monde.

C. S. : On saura si on va aux Jeux Olympiques d'hiver de Pékin à Noël 2021. Cette année, on va s'engager sur des compétitions sur différentes pistes pour bien se placer au classement. Malgré la pandémie de Covid-19, notre circuit Coupe du monde est confirmé.

M. B. : A nous de beaucoup nous entraîner pour progresser sur la piste et être présentes le jour des courses.

Que représentent les Jeux Olympiques pour vous ?

C. S. : C'est un rêve de petite fille. Quand je les regardais à la télévision, j'avais des étoiles dans les yeux. C'est une compétition qui fait rêver tous les sportifs, et je n'ai jamais été aussi près du but. Je voulais participer aux Jeux Olympiques d'été en athlétisme, eh bien ça sera l'hiver en bobsleigh ! Il n'y a jamais eu d'équipage féminin de bobsleigh français



Margot Boch et Carla Sénéchal forment le premier équipage de bobsleigh féminin depuis plus de 10 ans en France.

© Bob Team Boch

aux Jeux Olympiques d'hiver, c'est une belle histoire à écrire.

M. B. : J'ai toujours rêvé des Jeux depuis que je suis toute petite, depuis que je regarde l'événement à la télévision. C'est une compétition incroyable, ça serait une chance inouïe d'y participer. Mon objectif est de remporter une médaille olympique.

Dès l'hiver prochain ?

C. S. : On voit plus grand pour les Jeux de 2026 à Milan-Cortina. Margot et moi sommes encore jeunes dans la discipline,

j'ai 24 ans et elle a 21 ans, alors que les meilleures athlètes dans la discipline ont en moyenne 30 ou 32 ans.

M. B. : En 2026, nous aurons plus d'expérience, nous serons plus âgées, monter sur le podium sera plus réalisable. Mais ça ne nous empêchera pas d'essayer de faire une belle place à Pékin malgré tout.

Comment vous entraînez-vous dans l'optique de ces Jeux dans un an ?

C. S. : D'octobre à mars, nous sommes sur les compétitions et nous participons



© Gepez/Icon Sport

Carla Sénéchal : « Je voulais participer aux Jeux Olympiques d'été en athlétisme, eh bien ça sera en hiver en bobsleigh ! »

aussi à des rassemblements à l'étranger, en Suisse et en Autriche. En été, nous nous retrouvons une fois par mois à La Plagne. Max Robert, lui aussi médaillé olympique en bob à 4 en 1998, est notre préparateur physique. Nous profitons de son expérience. Nous sommes également entourées par des entraîneurs pour le pilotage.

M. B. : Quand nous sommes chacune de notre côté, nous travaillons la musculation et le sprint. En tant que pilote, je dois avoir les mêmes qualités physiques, la même explosivité que la pousseuse. Je dois aussi être rigoureuse et persévérante pour trouver les meilleures lignes sur la piste.

« Nous sommes très complémentaires »

Quelles sont les principales qualités de votre équipage ?

M. B. : Nous sommes très complices et nous communiquons beaucoup. Je pense que c'est ce qui fait notre force.

C. S. : Nous nous entendons super bien ! Nous sommes très complémentaires. On se ressemble, on a la même vision, le même objectif. Cette complicité est de bon augure pour la suite. Je suis plus âgée, donc je protège Margot. Quand je la sens stressée, je l'apaise.



Avec de nouvelles pousseuses et une jeune pilote, le collectif féminin de bobsleigh français prend forme.

© Bobteam Boch

Vous avez des gabarits similaires. Est-ce une bonne chose dans un équipage ?

C. S. : On nous dit souvent qu'on se ressemble physiquement, mais ce n'est pas un plus, car moi en tant que pousseuse et Margot en tant que pilote, nous avons des responsabilités différentes.

M. B. : En bobsleigh, les gabarits des athlètes sont généralement assez imposants. Par exemple, les Allemandes font 1,80 m, alors que je fais 1,62 m et

Carla 1,68 m. Il y a un grand écart, en poids aussi. Notre petite taille est plutôt un handicap, mais nous travaillons dessus.

Vous formez le premier équipage féminin français de bob à 2 depuis plus de 10 ans et aucun équipage féminin français n'a participé aux Jeux Olympiques. Est-ce que cela vous met une pression supplémentaire ?

M. B. : Ce n'est pas tous les jours que ça arrive. Nous avons la chance de porter les couleurs de l'équipe de France, nous faisons du mieux possible.

C. S. : C'est incroyable de porter les couleurs bleu, blanc, rouge. Ce n'est pas une pression, mais une fierté. Notre sport est si peu médiatisé, donc nous sommes contentes de mettre la lumière sur le bobsleigh et de faire plus parler des femmes dans le sport.

M. B. : Si notre équipage peut aider le bobsleigh féminin en France et donner envie à plus de femmes de pratiquer, c'est tant mieux. Nous souhaitons développer ce sport, le rendre plus féminin. Actuellement, une très jeune pilote et des pousseuses arrivées en 2020 font partie du collectif France. Ça avance doucement.

Bio express

Margot Boch

21 ans - Née le 13 juin 1999 à Moûtiers (Savoie)

Poste : pilote.

Club : Club de Bobsleigh Luge et Skeleton (CBLS) de La Plagne (depuis 2014)

Palmarès : Championne du monde U23 avec Madison Stringer. 5^e place au classement général de la Coupe d'Europe (2019). 5^e place sur l'étape de Sigula (Estonie) en Coupe du monde (2020).

Carla Sénéchal

24 ans - Née le 26 juillet 1996 à Bordeaux (Gironde)

Poste : pousseuse.

Club : Club de Bobsleigh Luge et Skeleton (CBLS) de La Plagne (depuis 2018)

Palmarès : 5^e place au classement général de la Coupe d'Europe (2019). 5^e place sur l'étape de Sigula (Estonie) en Coupe du monde (2020).

Suivre Margot Boch et Carla Sénéchal sur les réseaux sociaux

Twitter : @MargotBoch - **Instagram** : @bobteamboch @margotboch @krla_snchl

VOUS ALLEZ AVOIR *la fibre* HAUTES - PYRÉNÉES



© P. MEYER

Raccordement de tous les foyers des Hautes-Pyrénées d'ici 2024

45% des communes
sont déjà en cours de déploiement.

Le déploiement de la fibre optique est intégralement financé par Orange à la suite d'une convention négociée entre le Département des Hautes-Pyrénées et Orange et co-signée par l'État.



[hautespyrenees.fr](https://www.hautespyrenees.fr)

CHAQUE JOUR
PLUS PROCHE DE VOUS

RENCONTRES

Découverte

par Simon Bardet





Julien
Pierre
voit la vie en vert

Après une riche carrière de rugbyman, Julien Pierre a repris le chemin de l'école en 2018, avec pour objectif de s'engager pour la protection de l'environnement. Fin 2020, l'ex-international a officiellement lancé FAIR PLAY FOR PLANET, le premier label vert pour les clubs et les événements sportifs.

Le 5 mai 2018, Julien Pierre foulait pour la dernière fois la pelouse du Stade du Hameau. Une victoire contre Toulon (38-26) qui permettait à la Section Paloise de terminer à la huitième place du Top 14, et à Julien Pierre de mettre fin à sa carrière de sportif de haut niveau avec le sentiment du devoir accompli. Pas le temps pour le finaliste de la Coupe du monde 2011 de faire face à la « petite mort » du sportif. Une fois les crampons raccrochés, il passe coordinateur sportif du club béarnais et retourne sur les bancs de l'école avec un objectif bien précis : s'engager pour la protection de l'environnement.

Une reconversion qui n'a rien d'une excentricité pour celui qui a passé son enfance aux Sables-d'Olonne entouré d'animaux. Son grand-père était alors le propriétaire du Zoo des Sables, et a aussi créé le Parc animalier de Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire). « *Le respect de la planète, c'est une sensibilité que j'ai depuis longtemps, depuis l'enfance. J'ai toujours été sensible à la protection de l'environnement, et je suis président*



Julien Pierre souhaite récompenser l'engagement des clubs dans la lutte pour la protection de l'environnement.

fondateur d'une fondation pour la protection de l'environnement et des espèces menacées depuis une dizaine d'années maintenant », explique Julien Pierre. En partenariat avec le Parc Animalier d'Auvergne, la Passerelle Conservation est née après un voyage de l'ex-rugbyman avec son oncle à Sumatra, île qui œuvre pour la protection du tigre, en 2009.

Pour franchir une étape supplémentaire dans son implication pour la protection de l'environnement, Julien Pierre reprend les études et fait son mémoire sur « la création d'un label vert pour les clubs de sport ». Il passera rapidement de la théorie à la pratique, en lançant FAIR PLAY FOR PLANET à la fin de l'année dernière. Il s'agit du premier label reconnaissant les acteurs du sport, clubs et événements

sportifs, ayant un réel engagement environnemental. A peine lancé, déjà plébiscité : « *Nous travaillons aujourd'hui avec la Section Paloise, mais aussi avec un club de football aux Sables-d'Olonne qui évolue au niveau régional. Et d'autres clubs arrivent très vite, notamment une équipe de Ligue 1. Aujourd'hui, nous discutons avec de très nombreux clubs, en France et à l'étranger, que ça soit des clubs de District de football, des clubs de natation, des clubs du Top 14 de rugby, des clubs de cyclisme sur piste, de golf, de Ligue 1, de basket, de handball.* » Raccrocher les crampons chez les Vert et Blanc de la Section Paloise était donc plus qu'un clin d'œil. Le vert est bien présent, et le club sera le premier à lui faire confiance lors du lancement du label FAIR PLAY FOR PLANET.

« Une vraie prise de conscience du monde sportif »

L'engouement naissant autour de ce nouveau label est un signe positif d'une prise de conscience du monde sportif. « Il y a une prise de conscience, dans le sport comme dans la société en général, qui est accentuée par la crise que l'on traverse actuellement, explique Julien Pierre. Il y a une vraie prise de conscience, pour différentes motivations. Cela peut être des motivations personnelles de dirigeants qui ont une vraie sensibilité pour le développement durable, des motivations économiques parce que ça permet d'aller chercher de nouveaux partenaires, des motivations d'image car tous les acteurs doivent s'engager dans cette lutte. Les motivations sont diverses et variées, mais c'est important que cela évolue dans le bon sens. »

Pour cette nouvelle aventure pas trop loin du monde de l'ovalie, Julien Pierre s'est entouré de Laurent Stravato, qui travaille depuis plus de 15 ans dans le développement international et la gestion des ressources naturelles et des changements climatiques, et de Jean-Paul Lalanne, ingénieur en génie des

systèmes industriels. Un Comité d'Éthique a également été instauré avec une mission de conseil et de représentation morale de l'entreprise. Font notamment partie de ce Comité la joueuse du XV de France féminin Lenaïg Corson, la vice-championne paralympique de snowboard Cécile

Hernandez et le réalisateur et scénariste Luc Jacquet (« La Marche de l'empereur », « Le Renard et l'Enfant », « Il était une forêt », « La Glace et le Ciel »).

« Engager cette réflexion écoresponsable et la récompenser »

Concrètement, comment bénéficier de ce label si l'on est un club désireux d'agir pour la protection de l'environnement ? « Déjà, il faut nous contacter. Nous avons travaillé sur un référentiel qui prend les actions des clubs dans leur globalité. Ça va de la gestion de l'imprimante et de la machine à café, jusqu'à la gestion des bâtiments, un spectre vraiment très large qui comprend aussi l'alimentation, l'énergie, la gestion des sols pour les sports en extérieur, la sensibilisation. Les clubs remplissent ce référentiel de la manière la plus exhaustive possible, c'est un peu long car il y a plus de 250 questions. Ensuite, nous envoyons un expert certifié COFRAC (Comité français d'accréditation) au club, qui fait un audit, qui vérifie le déclaratif et qui regarde l'écosystème du club, tout simplement.



FAIR PLAY FOR PLANET est le premier label vert pour les clubs et les événements sportifs. © DR



Bernard Pontneau, président de la Section Paloise, a tout de suite fait confiance à Julien Pierre.

Après cela, on remet un rapport au club avec une évaluation et une notation. Il y a trois niveaux de labels différents (le premier niveau FFPF Player, le niveau intermédiaire FFPF Engaged, et le top niveau FFPF Confirmed). Les clubs qui n'atteignent pas le tout meilleur niveau, on leur donne entre six mois et un an pour l'atteindre parce que l'idée n'est pas de sanctionner les clubs, mais d'engager cette réflexion écoresponsable dans le monde du sport, et de pouvoir la récompenser », détaille le champion de France 2010.

Avoir un sport plus responsable est une priorité pour le gouvernement actuellement en place. Roxana Maracineanu, ministre déléguée chargée des Sports, l'avait rappelé dans nos colonnes le mois dernier. « Nous agissons à plusieurs échelles. Par le Savoir Rouler à Vélo, en encourageant les mobilités douces via l'éducation des jeunes à la pratique du vélo. En développant des outils qui permettent de limiter l'empreinte carbone à l'image d'Optimouv, qui permet de mutualiser les déplacements pour des événements sportifs, ou de Suricate, qui permet de signaler des dégradations dans les espaces naturels. Nous avons aussi un travail en cours sur les pelouses des terrains de sport : notre objectif est d'atteindre le zéro produit phytosanitaire dans une majorité de terrains d'ici 2022. » Nul doute, donc, que les regards seront braqués sur les grands événements sportifs à venir sur le territoire français : la Coupe du monde de rugby 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024. Julien Pierre et ses équipes sont prêts à jouer un rôle pour que ces deux grands rendez-vous soient également un succès environnemental. « Evidemment, nous aimerions être impliqués. Ce sont de grosses structures, avec d'importants départements RSE (responsabilité sociétale des entreprises), mais nous aimerions travailler avec eux. » Le message est passé.



Julien Pierre, géant toujours vert.

© Icon Sport

JULIEN PIERRE

39 ans - Né le 31 juillet 1981

Taille : 1,97 m

Poste : Deuxième ligne

Équipes : Stade Rochelais (1998-2003), CS Bourgoin-Jallieu (2003-2008), ASM Clermont (2008-2015), Section Paloise (2015-2018)

Sélections en équipe de France : 27

Palmarès : finaliste de la Coupe du monde 2011, vainqueur du Grand Chelem lors du Tournoi des Six Nations 2010, champion de France avec Clermont (2010), vice-champion de France avec Clermont (2009 et 2015), finaliste de l'European Rugby Champions Cup avec Clermont (2013 et 2015), vainqueur de la Coupe de la Ligue avec le Stade Rochelais (2002 et 2003)

Bio express



Nissan Juke

Série limitée Enigma



CONÇU POUR BRILLER

Avec sa ligne audacieuse et futuriste, son design de Crossover coupé, sa ligne de toit flottante, ses feux emblématiques, couplés à ses éléments de design spécifiques, le Nissan JUKE ENIGMA fait tourner les têtes. Venez découvrir et essayer le plus redoutable des Nissan JUKE, vous serez conquis.

Découvrez nos offres sur nissan.fr/offres

Modèle présenté : Version spécifique NISSAN WEST EUROPE SAS : nissan.fr

Consommations gamme cycle combiné (WLTP l/100km) : 5,9 - 6,4. Émissions CO₂ (WLTP g/km) : 134 - 146.



01 NISSAN GEX
04 NISSAN MANOSQUE
05 NISSAN GAP
11 NISSAN CARCASSONNE
11 NISSAN NARBONNE

13 NISSAN ARLES
13 NISSAN SALON-PCE
30 NISSAN ALÈS
30 NISSAN NÎMES
34 NISSAN BÉZIERS

34 NISSAN MONTPELLIER
38 NISSAN GRENOBLE
66 NISSAN PERPIGNAN
73 NISSAN CHAMBÉRY
74 NISSAN ANNECY

74 NISSAN ANNEMASSE
74 NISSAN THONON
84 NISSAN AVIGNON
84 NISSAN CARPENTRAS
84 NISSAN ORANGE

RENCONTRES

Événement

par Olivier Navarranne



© Icon Sport

Une trentaine de compétitions vont être proposées aux meilleurs jeunes joueurs de pétanque tout au long de l'année 2021.



La relance de la pétanque **passe par les jeunes**



© Fédération Française de Pétanque et Jeu Provençal

La pétanque dispose d'une forte marge de progression chez les jeunes, comme l'explique le DTN Jean-Yves Peronnet.

Après une année 2020 marquée par l'annulation de nombreux événements, le monde de la pétanque reprend ses marques. Les jeunes pratiquants seront notamment à l'honneur en 2021 avec une trentaine d'événements nationaux jeunes sur l'ensemble du territoire.

La page 2020 tournée, place à 2021. « La fédération met en place un plan de relance de l'activité, qui passe notamment par la pratique des jeunes, priorité du projet fédéral », explique Jean-Yves Peronnet, directeur technique national de la Fédération Française de Pétanque et

Jeu Provençal (FFPJP). Cette année promet en effet d'être particulièrement active pour les jeunes joueurs de pétanque, avec une trentaine de rendez-vous nationaux programmés. « Nous avons repoussé les inscriptions jusqu'au 31 décembre, ce qui a permis à plus d'organisateur de pouvoir proposer leurs événements. Dans le cadre du plan de relance développé par la fédération, nous apportons 500 euros d'aide à chacun de ces nationaux. Dans le futur, notre volonté est d'organiser ces concours nationaux jeunes sur l'ensemble du territoire, avec plusieurs rendez-vous dans chaque région. Aujourd'hui, nous avons une répartition encore trop hétérogène. » Cette année, la région Auvergne-Rhône-Alpes va par exemple accueillir huit Nationaux jeunes, tandis que la région Centre-Val de Loire n'accueillera qu'un seul rendez-vous. « La répartition n'est pas encore assez homogène », confie Jean-Yves Peronnet. « Sur ces Nationaux jeunes, ce sont soit des clubs, soit des écoles de pétanque qui portent le projet d'organisation. Ces acteurs bénéficient ensuite d'un soutien de la part de leurs élus locaux, départementaux ou régionaux. Il est important qu'il existe cette vraie synergie autour de ces événements afin d'attirer des jeunes et de les fidéliser autour de la pratique de la pétanque. »

Se relancer après la Covid-19

Une fidélisation nécessaire, notamment après le « creux » connu en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. Un virus qui pourrait d'ailleurs avoir un impact sur les compétitions prévues en 2021. « Concernant le protocole sanitaire mis en place, cela pourrait se passer comme lors des événements de la fin d'année 2020 », révèle le DTN. « Nous pourrions porter le masque en dehors des parties, voire durant les parties. Pour l'instant, nous n'avons pas encore de vision sur ce qu'il sera possible ou pas de mettre en place. Nous n'avons pas encore d'indications précises venant de la part du ministère des Sports sur ce sujet-là. Nous saurons en tout cas nous préparer afin que nos événements suivent les règles et puissent avoir lieu dans les meilleures conditions. » En vue des échéances 2021, la Covid-19 a même des effets positifs plutôt inattendus. « L'année dernière, avec l'annulation de nombreuses compétitions, nous avons pu faire l'économie d'un certain nombre de budgets qui, au lieu d'être rendus aux licenciés de manière très faible, ont été utilisés pour relancer l'activité. Je pense bien évidemment à des moyens qui vont sortir sur ces Nationaux jeunes, mais aussi concernant la mise en place de tournois

se confronter. Nous pourrions donc détecter les meilleurs éléments directement sur une compétition qui propose le meilleur niveau chez les jeunes. Cela s'ajoutera au trophée des pépites déjà initié et pour la prochaine mandature, nous travaillons sur le développement des Centres Régionaux d'Entraînement. Celui de la Nouvelle Aquitaine est déjà opérationnel grâce à l'impulsion de notre CTFN Florence Trelu. »

Un important travail mené avec l'USEP et l'UNSS

La FFPJP affiche ainsi une volonté profonde de proposer un circuit national attractif, témoin d'une politique de développement de la pétanque auprès du jeune public. « Ces jeunes, il faut les attirer, les fidéliser afin qu'ils restent avec nous à l'âge adulte. Aujourd'hui, la volonté fédérale est de travailler là-dessus », précise Jean-Yves Peronnet. « Depuis quatre ans, nous avons mis en place un plan de professionnalisation avec des conseillers techniques fédéraux régionaux. Ces personnes-là vont faire de la détection et du recrutement sur les territoires. Cela doit notamment nous amener à faire progresser notre nombre de licenciés chez les jeunes, qui n'est aujourd'hui pas assez important. » Le but : dynamiser la pratique afin de donner une image de la pétanque plus jeune et donc plus attrayante. « Nous avons aussi un travail important qui est effectué avec le milieu scolaire. Avec l'USEP et l'UNSS, nous avons une activité importante qui se développe avec des championnats académiques sur l'ensemble du territoire pour participer au championnat de France scolaire. La dynamique est intéressante et devrait continuer de porter ses fruits dans les années à venir. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et Roxana Maracineanu, ministre déléguée aux Sports, ont présenté en octobre 2020 leurs grandes priorités pour le Sport Français dans le cadre du rapprochement de leurs deux ministères, ce qui devrait permettre de créer des synergies pour développer la pratique sportive dès le plus jeune âge. » À l'avenir, des compétitions comme les Nationaux jeunes pourraient également accueillir de plus en plus de pratiquantes. « Nous avons la volonté de développer la pétanque féminine chez les jeunes »,



La FFPJP rêve d'un Final Four, une formule qui a fait le succès des Masters de Pétanque.

© Icon Sport

confirme le directeur technique national. « De nombreuses féminines participent aux nationaux avec les garçons. Nous ne pourrions pas faire de compétition réservée aux filles, car les effectifs ne sont pas assez importants. Mais, pour l'éventuelle phase finale nous posons la question de réserver des places pour les filles ou de faire des équipes entièrement féminines. Cela fait partie des possibilités. La réflexion est menée, nous verrons comment cela peut se concrétiser. » Une année 2021 pour laquelle la relance de la pétanque passe inévitablement par la jeunesse.



© Fédération Française de Pétanque et Jeu Provençal

Jean-Yves Peronnet assure que le développement de la pétanque chez les jeunes fait partie des axes forts de la fédération.

DES CHAMPIONNATS DE FRANCE à partir de juin 2021

Malgré la crise sanitaire, le calendrier de la Fédération Française de Pétanque et Jeu Provençal s'étoffe progressivement. Le premier championnat de France de l'année sera celui de la Triplette Seniors masculine, les 19 et 20 juin, du côté de Lanester. Montauban accueillera lui les Doublettes Seniors Mixtes les 26 et 27 juin. Au total, pas moins de douze championnats de France sont d'ores et déjà programmés. Le tir de précision, du 3 au 5 décembre à Valence, devrait permettre de conclure une année 2021 placée sous le signe du renouveau.

FORD FIESTA



FIESTA ECOBOOST HYBRID

À PARTIR DE **149€**/MOIS⁽¹⁾
1^{ER} LOYER DE 1490€⁽²⁾ LLD 48 MOIS.
SUR STOCK ET SOUS CONDITION DE REPRISE⁽³⁾



www.groupe-maurin.com

(1) Location longue durée 48 mois / 40 000 km, avec "maintenance / assistance" d'une Fiesta 5 Portes Cool & Connect 1.0 EcoBoost Hybrid 125 ch S&S neuve, **disponible sur stock**, sans options, soit un **1^{er} loyer de 2 990 € revenant à 1 490 €**, prime à la conversion de 1 500 €⁽²⁾ déduite et 47 loyers de 149 €. **Modèle présenté** : Fiesta 5 Portes ST-Line X 1.0 EcoBoost Hybrid 125 ch S&S BVM6 Type 09-20 avec options, soit un **1^{er} loyer de 2 990 € revenant à 1 490 €**, prime à la conversion de 1 500 €⁽²⁾ déduite et 47 loyers de **220,56 €/mois**. Loyers hors malus écologique et carte grise. Restitution du véhicule en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des km supplémentaires. Offres non cumulables incluant une aide à la reprise⁽³⁾, réservées aux particuliers du 01/01/21 au 31/01/21, dans le réseau Ford participant, sous condition d'éligibilité à la prime à la conversion, selon conditions générales LLD et si accord Bremany Lease, SAS au capital de 39 650 €, RCS Nanterre N° 393 319 959, 1 rue du 1^{er} Mai, Immeuble Axe Seine, 92000 Nanterre. Société de courtage d'assurances N° ORIAS 08040196 (orias.fr). (2) Voir conditions sur www.primealaconversion.gouv.fr. Avance de la prime gouvernementale par votre concessionnaire (1 500 €) en parallèle du prélèvement du premier loyer (2 990 €). (3) Aide à la reprise de 1 000 €, sous condition de reprise d'un véhicule particulier roulant.

Consommations combinées WLTP (l/100 km) : 5,0 - 6,6. CO₂ combinés WLTP (g/km) : 113 - 150.

Pour plus d'informations sur les procédures d'homologation, voir Ford.fr.

ford.fr

3^e MI-TEMPS

Sport Fit

par Leslie Mucret



Le tennis de table

pour mieux vivre avec Alzheimer





© LSCTT

Le club de Levallois SCTT a été le premier à ouvrir des séances dédiées aux malades d'Alzheimer.

Plusieurs clubs de tennis de table ont ouvert des séances dédiées aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. C'est le fruit d'un travail commun de la Fédération française de tennis de table et de l'Union nationale France Alzheimer et maladies apparentées, qui va se prolonger en 2021.

Depuis plusieurs années, la Fédération française de tennis de table (FFTT) développe son programme de Ping santé pour mettre en avant la pratique dans un cadre de bien-être. À l'automne 2019, cette action s'est traduite par un partenariat avec l'Union nationale France Alzheimer et maladies apparentées. « Cela faisait quelques années que nous voulions nous rapprocher de partenaires sportifs », explique Benoît Durand, directeur délégué de France Alzheimer. De son côté, la Fédération française de tennis de table voulait dépasser le cadre de son programme bien-être pour s'impliquer davantage dans l'aspect médical. Une première rencontre a pu se faire entre les deux entités en 2018 grâce au Levallois SCTT, précurseur dans le domaine grâce à son programme Ping4Alzheimer. Les échanges entre la Fédération française de tennis de table et France Alzheimer se sont concrétisés fin 2019 par la signature d'une convention nationale. « L'un des objectifs est de créer un maillage territorial, que de nombreux clubs créent un programme Ping contre Alzheimer en lien avec les antennes départementales de l'association », indique Justine Bouzat, référente du projet à la FFTT.

« Il y a une vie après le diagnostic »

Le TTGF Angoulême Charente s'est lancé dans l'aventure assez tôt. « Nous voulions continuer de développer notre club. Nous avons vu des reportages sur les bienfaits du tennis de table sur ces maladies et une de nos ergothérapeutes travaille avec une équipe Alzheimer », explique Stéphane Pigeonnier, éducateur sportif et référent du club pour ce programme. Un rendez-vous bien installé depuis la fin de l'année 2019 : « C'est une institution maintenant ! Tous les mardis, 10 à 15 personnes atteintes d'Alzheimer et de maladies apparentées participent à la séance d'une heure et demie. On commence par un café de bienvenue pour favoriser la discussion. Ensuite, nos éducateurs proposent des exercices d'équilibre, puis la troisième partie de la séance est axée sur la pratique du tennis de table à travers des rencontres et des jeux pour stimuler leurs fonctions cognitives, focaliser leur attention, se repérer dans l'espace. » Plusieurs études réalisées à l'étranger ont montré les bienfaits de ce sport pour les personnes touchées par Alzheimer. « On sait qu'une bonne hygiène de vie est un facteur réducteur », précise Benoit Durand. « Le

tennis de table permet de se focaliser sur la balle en mouvement, de se concentrer, de retrouver des réflexes, et cela demande de la motricité au moment de renvoyer la balle et de la lancer. » « Selon des études, la perception visuelle, la motricité, la coordination, ces éléments demandés en tennis de table stimulent l'hippocampe, la partie du cerveau la plus touchée par la maladie », ajoute Justine Bouzat. « De plus, le déplacement physique est plutôt calme. » Stéphane Pigeonnier met en avant un autre avantage : « L'important c'est l'ambiance ! Les participants ont le sourire et reviennent toutes les semaines. Nous créons de la convivialité pour ces personnes qui ont tendance à se replier sur elles-mêmes. En pratiquant une activité physique, elles renforcent leur confiance en elles. On les voit se remettre à trotter alors que ça ne leur était pas arrivé depuis des années. » « Il y a une vie après le diagnostic », insiste le directeur délégué de France Alzheimer. « Ces séances permettent aux malades de retrouver une activité. » Benoit Durand voit également en ces séances de Ping contre Alzheimer un moyen de soutenir les aidants qui peuvent également prendre la raquette. « À l'association, nous sommes aussi préoccupés par leur état de santé car ils manquent de répit. En jouant ensemble, ce couple retrouve une activité en commun », souligne-t-il. « Les échanges créés, le lien social, sont les éléments qui ressortent des premiers retours », renchérit Justine



Benoit Durand : « Ces séances permettent aux malades de retrouver une activité. »

Bouzat. « Ce public est content de jouer au tennis de table et les aidants se changent les idées. Le premier élément, c'est le bonheur apporté par la pratique. »

Objectif : proposer le programme Ping Alzheimer dans chaque département

Le programme Ping Alzheimer devait être largement déployé lors de l'année 2020, mais la pandémie de Covid-19 a bouleversé le calendrier. « Nous avons réunis plusieurs

clubs en visio en avril dernier pour lancer un appel à candidatures, en nous appuyant sur les exemples des clubs de Levallois SCTT et TTGF Angoulême Charente », souligne Justine Bouzat. « En 2020, nous avons commencé à essaimer pour créer des relations entre les clubs de tennis de table et nos associations dans les départements », complète Benoît Durand. Plusieurs clubs se sont projetés dans ce programme et ont pris des contacts avec France Alzheimer. En septembre, deux d'entre eux ont mis en place ce programme, le Mans Sarthe Tennis de Table et le FJEPS Neuville TT, en lien avec les antennes de France Alzheimer de la Sarthe et de la Vienne. « Nous avons un réseau de huit clubs très intéressés pour s'engager dans la démarche dès cette année », se réjouit Justine Bouzat. En 2021, la Fédération Française de tennis de table et France Alzheimer veulent continuer de décliner le programme sur tout le territoire. « L'idéal serait qu'un club propose le programme Ping Alzheimer dans chaque département », avance la référente FFTT. « La clé, c'est le lien entre les clubs et les antennes locales. » « On espère voir des conventions entre les clubs et les antennes locales en tenant compte des spécificités locales », poursuit Benoît Durand. « Nous allons nous remobiliser pour mettre en place tout ça. » Les deux entités vont travailler ensemble sur la communication. « Quand la crise sanitaire sera dernière nous, nous pourrons aller directement dans les clubs intéressés pour faire des démonstrations. C'est plus intéressant qu'envoyer des vidéos », avance le directeur délégué de l'Union



La FFTT et France Alzheimer vont poursuivre leurs démarches de communication pour que de nouveaux clubs rejoignent le programme.

nationale France Alzheimer. « *Nous allons nous rapprocher de France Alzheimer Angoulême pour ouvrir une deuxième session hebdomadaire* », annonce pour sa part Stéphane Pigeonnier.

Des formations avec Ping Santé

La FFTT a conçu un document interne sur le programme afin d'accompagner les clubs. Le programme de formations Ping Santé est un passage obligé pour les éducateurs avant l'ouverture d'une session réservée aux malades d'Alzheimer dans leur club. « *Nous les incitons à se tourner vers le module B, créé récemment pour former au public qui pratique le sport ordonnance* », explique Justine Bouzat. « *Nous avons mis en place un cahier des charges pour bien encadrer cette pratique.* » Stéphane Pigeonnier confirme : « *Les séances sont animées par deux éducateurs salariés du club qui ont suivi, ou sont en train de suivre, la formation Ping santé de la FFTT, avec des ergothérapeutes spécialisés pour adapter le contenu des séances et des bénévoles qui aident. Nous sommes aussi en lien avec l'antenne Mutualité française Charente.* » Les séances Ping contre Alzheimer ont repris dès décembre dernier au TTGF Angoulême Charente grâce à une dérogation. « *Nous nous étions arrêtés mi-mars, nous avons repris en septembre, puis nous avons à nouveau été interrompus mi-octobre* », raconte Stéphane Pigeonnier. « *Nous avons peur que les participants arrêtent, mais tous sont revenus. Maintenant, ça serait agréable de retrouver les personnes pensionnaires en EHPAD.* » Le TTGF Angoulême Charente prévoit une journée portes ouvertes à la fin de saison pour montrer l'activité aux proches des participants. Une manière pour le club de faire connaître cette belle initiative. France Alzheimer et la Fédération française de tennis de table s'appuient sur cet exemple et sur les retours de cette première année d'expérimentation pour poursuivre le développement du partenariat. « *Nous sommes très contents de ce beau projet qui donne un peu de sourire, un peu d'espoir* », résume Benoît Durand. « *Il contribue à concrétiser notre vœu d'une société plus inclusive. Grâce à ce partenariat, nous montrons que même en étant malade d'Alzheimer, c'est possible de continuer à faire des activités.* »



Au TTGF Angoulême Charente, les exercices d'équilibre font partie de la séance du mardi avant de prendre la raquette.

© Olivier Marie

FAIRE PROGRESSER la recherche

Le partenariat Ping Alzheimer entre la Fédération française de tennis de table et France Alzheimer se décline sur un autre volet : la recherche. « *Observer l'évolution de l'action de manière scientifique* », précise Benoît Durand. « *Il n'y a pas énormément d'écrits sur ce sujet des bienfaits du sport sur les maladies neurodégénératives en France* », constate Justine Bouzat. Cette partie du projet a été mise de côté en 2020 à cause de la pandémie de Covid-19, mais les protagonistes comptent la relancer cette année. « *Nous allons prendre contact avec différents organismes pour mettre cette partie recherche en place* », souligne la référente. « *Nous voulons trouver des chercheurs en sciences humaines et sociales qui pourront analyser l'évolution des malades, avant et pendant la pratique du tennis de table, ainsi qu'observer les bienfaits sur les aidants* », développe le directeur général de France Alzheimer. Des démarches vont également être effectuées pour trouver des financements, peut-être du côté de l'Europe.

BIENVENUE AU MMA FRANCAIS !

***ENCADRER, DEVELOPPER,
SÉCURISER, FORMER,
ACCOMPAGNER...***



La FMMAF « French MMA Federation » est un organe interne à la Fédération française de boxe (FFBoxe).

La FMMAF travaille au quotidien pour développer la pratique d'un MMA pour tous et tous les types de public à travers une offre fédérale adaptée.

Se renseigner, trouver un club dans sa région, une formation d'encadrant, prendre sa licence ou affilier son club en ligne, retrouvez toutes les informations sur notre site Internet : www.fmmaf.fr

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux : [@FMMAF](https://www.instagram.com/FMMAF)

WWW.FMMAF.FR

3^e MI-TEMPS

Business

par Olivier Navarranne





Le monde du sport à l'écoute
d'Olbia Conseil

Créé en 2013, Olbia Conseil accompagne les acteurs du sport dans leurs stratégies de développement, de modernisation, d'influence et de communication. Avec le lancement d'Olbia Formation, l'entreprise poursuit son développement et accroît son champ d'action.



Thomas Remoleur a eu l'idée d'Olbia Conseil et s'est lancé en 2013.

© Olbia Conseil

« L'homme sage ne fait jamais rien sans conseil », disait le philosophe chinois Confucius. Au sein du monde du sport, ils sont de plus en plus de sages à faire appel à Olbia Conseil. « C'est en 2014, avec mon associé de l'époque, Pierre Messerlin, que nous avons créé Olbia Conseil. Nous avions tous les deux envie de nous lancer dans l'aventure entrepreneuriale. En parallèle, nous avions le sentiment qu'il manquait une société de conseil dans l'univers du sport, tournée vers le sport institutionnel », explique Thomas Remoleur, directeur associé d'Olbia Conseil. « Si on s'est dit que cette aventure pouvait marcher, c'est aussi parce que nous avions un bon réseau. À l'époque, mon associé sortait de plusieurs années au sein d'un cabinet ministériel. J'avais moi-même fait un passage en cabinet ministériel. De 2010 à 2013, j'avais été directeur des relations institutionnelles du Comité national olympique sportif français (CNOSF). Nous savions donc, au moment de lancer Olbia Conseil, que nous pourrions être en contact direct avec les décideurs. C'était un atout important pour la réussite de notre projet. Benjamin Carlier, également membre de cabinet ministériel, nous a rejoints en tant qu'associé quelques années plus tard. »

Un projet lancé sur de bons rails pour une entreprise dont le champ d'action se révèle assez large. « Ce que nous apportons, c'est une connaissance complète du secteur. C'est l'une de nos forces », confie Thomas Remoleur. « Nous travaillons sur le développement de politiques sportives liées à des événements, des équipements, mais aussi sur des projets clubs, des stratégies sportives de territoires, sur la communication, les relations institutionnelles ou encore sur l'innovation et l'économie du sport. » Autant de champs d'actions qui font désormais d'Olbia Conseil un acteur incontournable du paysage sportif.

Des acteurs du monde du sport divers et variés

« On ne fait pas de marketing ni d'études au sens économique, mais nous avons une vision tout de même assez large dans l'accompagnement des politiques et projets sportifs des différents acteurs », poursuit Thomas Remoleur. Depuis sept

ans, Olbia Conseil a ainsi œuvré aux côtés des Jeux Équestres Mondiaux en 2014, de la Fédération française de ski nautique et wakeboard sur les championnats du monde de ski nautique 2017, ou encore de la Fédération française de surf sur les championnats du monde de surf 2017. « Il s'agit là d'un accompagnement lors d'événements, mais nous avons également œuvré aux plans de développements de fédérations sportives. » Parmi lesquelles la Fédération Française de Voile, la Fédération Française de Natation ou encore la Fédération Française de Ski. Région Pays de la Loire, Département des Bouches-du-Rhône, Département des Yvelines, Département de la Vienne, Ville du Havre et bien d'autres : les collectivités sont également de plus en plus enclines à s'appuyer sur les conseils fournis par Thomas Remoleur et son équipe. Sans oublier des start-ups, comme Go My Partner, Cryptosport ou encore V-Logistique. « Notre force c'est ça, c'est de travailler avec l'ensemble des acteurs et de pouvoir les mettre en relation », révèle Thomas Remoleur. Olbia Conseil

est ainsi présent auprès des acteurs majeurs du sport, y compris en vue des prochaines grandes échéances, à l'image des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Une perspective qui agite déjà l'ensemble du territoire et des acteurs du sport français.

Paris 2024, rendez-vous capital

« Paris 2024 est un rendez-vous capital pour l'ensemble des acteurs avec lesquels nous travaillons », confirme Thomas Remoleur. « Nous avons notamment mené deux missions pour le comité d'organisation de Paris 2024. C'est un acteur majeur qui a un impact sur les autres acteurs. Nous travaillons aussi pour des collectivités locales qui sont soit des territoires destinés à accueillir des épreuves, soit des territoires qui se préparent à devenir centres de préparation à ces Jeux. Paris 2024 est donc un vrai sujet. Les collectivités veulent en faire un accélérateur de leur politique sportive. C'est une thématique sur laquelle nous travaillons particulièrement. Aux yeux des fédérations, Paris 2024 représente beaucoup plus que de simplement aller décrocher des médailles. C'est aussi une manière de mettre en place une politique sportive forte, de renforcer leurs



Olbia Conseil accompagne des collectivités, à l'image du Département des Yvelines, qui organise le départ de Paris-Nice chaque année.

partenariats, leur visibilité, ainsi que leur nombre de pratiquants et de licenciés. Paris 2024 est ainsi un rendez-vous qui va pas mal occuper notre travail dans les mois et années à venir, c'est certain », détaille Thomas Remoleur. Une échéance qui suscite l'enthousiasme, alors même qu'une année 2020 particulièrement difficile s'est achevée, marquée par la pandémie de Covid-19 qui a également touché le monde du sport. « Ceux qui font appel à du conseil aujourd'hui sont ceux qui pensent que l'on peut se sortir de cette crise. Il y en a, mais il y en a aussi beaucoup qui trouvent qu'il est important de renforcer ses acquis et qui n'ont donc pas besoin de nous. Avec les différents

acteurs avec lesquels nous travaillons, nous œuvrons aujourd'hui sur la meilleure façon de sortir renforcés de cette période. Le but est d'être toujours compétitif avec une offre qui intéresse le public, les licenciés et les clients. »

Le développement par la formation

Une période de crise difficile pour les acteurs du monde du sport, mais propice aux nouveautés du côté de chez Olbia Conseil. « Pendant le premier confinement, nous avons reçu beaucoup de messages de professionnels qui travaillent en dehors du milieu du sport. Ces derniers



Olbia Conseil a joué un rôle clé dans l'organisation des Jeux Équestres Mondiaux en France.



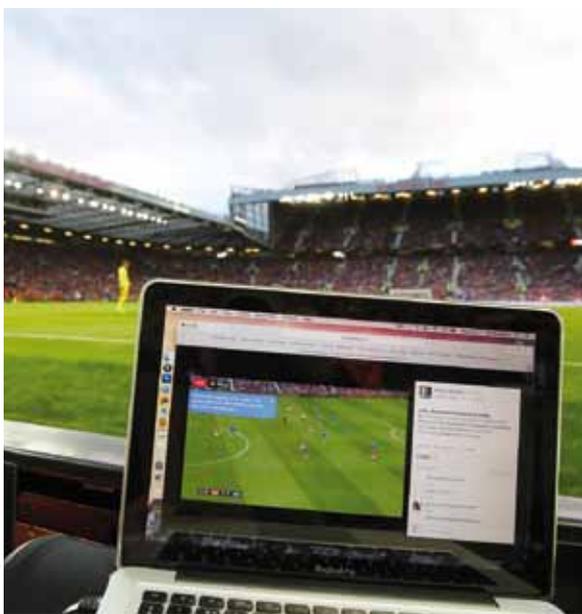
© Icon Sport

Olbia Conseil a participé au plan de développement de la Fédération Française de Natation.

souhaitaient obtenir des renseignements pour savoir comment intégrer ce milieu, les gens à rencontrer ou encore les bonnes formations à suivre. Cela nous a donné l'idée de créer Olbia Formation », précise Thomas Remoleur. « Il s'agit d'une formation d'acculturation au monde du sport pour les gens qui travaillent en dehors de ce milieu. Nous avons déjà lancé une première promotion en septembre dernier, qui va se terminer à la fin du mois de février. Cette première s'étant particulièrement bien passée, nous avons décidé de lancer une deuxième promotion qui comptera entre 6 et 10 personnes. Le but est de bien accompagner les

gens et de faire du sur-mesure. Nous travaillons également sur d'autres projets de formation, c'est donc un élément qui peut nous permettre de continuer de développer des services auprès du plus grand nombre. La formation est complémentaire par rapport à ce que nous proposons, ça a du sens. Nous proposons également un accompagnement à la prise de poste dans le secteur du sport. En effet, la prise de poste d'un manager est une phase déterminante et délicate. Outre la découverte d'une nouvelle entreprise et de nouveaux collaborateurs, la découverte d'un nouveau secteur complexifie les premiers pas. Afin de faire gagner du

temps et de l'efficacité au nouveau manager, nous adaptons notre formation aux besoins du manager et à ceux de l'entreprise. » Une nouvelle initiative qui permet à Olbia Conseil de continuer à se développer, même si, comme le confie Thomas Remoleur, « nous ne voulons pas grandir pour grandir. Aujourd'hui, nous sommes dans une logique qui nous pousse à dire que nous sommes bien comme ça. Nous avons envie d'avoir des clients intéressants, d'être épanouis et que l'entreprise vive bien. » Bien vivre, sans doute le meilleur des conseils en cette période.



© Icon Sport

Olbia Formation propose une formation en cinq mois afin d'accéder aux métiers du sport.

UNE FORMATION qui séduit

Olbia Formation s'adresse aux cadres désireux de travailler dans le monde du sport, mais ne souhaitant pas s'engager dans une démarche de formation longue ni certifiante. Le concept créé par Olbia Conseil consiste en cinq mois de formation avec des candidats sélectionnés sur CV, lettre de candidature et entretien de motivation, puis accompagnés sur-mesure. « La formation proposée par Olbia correspond à mes besoins, elle ambitionne de me permettre une reconversion dans mon secteur-passion, le sport, sans me demander de recommencer mon parcours à zéro », explique d'ailleurs l'un des participants de la première promotion. « C'est un moyen efficace pour me mettre au bon niveau de connaissance du secteur et m'ouvrir auprès d'interlocuteurs clés qui pourraient se révéler importants dans mon projet de reconversion. »

La Savate, un sport pour tous !



+ DE 790 CLUBS EN FRANCE
PLUS DE 55 000 LICENCIÉS

SAVATE BOXE FRANÇAISE

CANNE DE COMBAT

SAVATE DÉFENSE

SAVATE FORME

Rejoignez nos disciplines !

www.ffsavate.com



3^e MI-TEMPS

Esprit 2024

par Mattéo Rolet

© Icon Sport

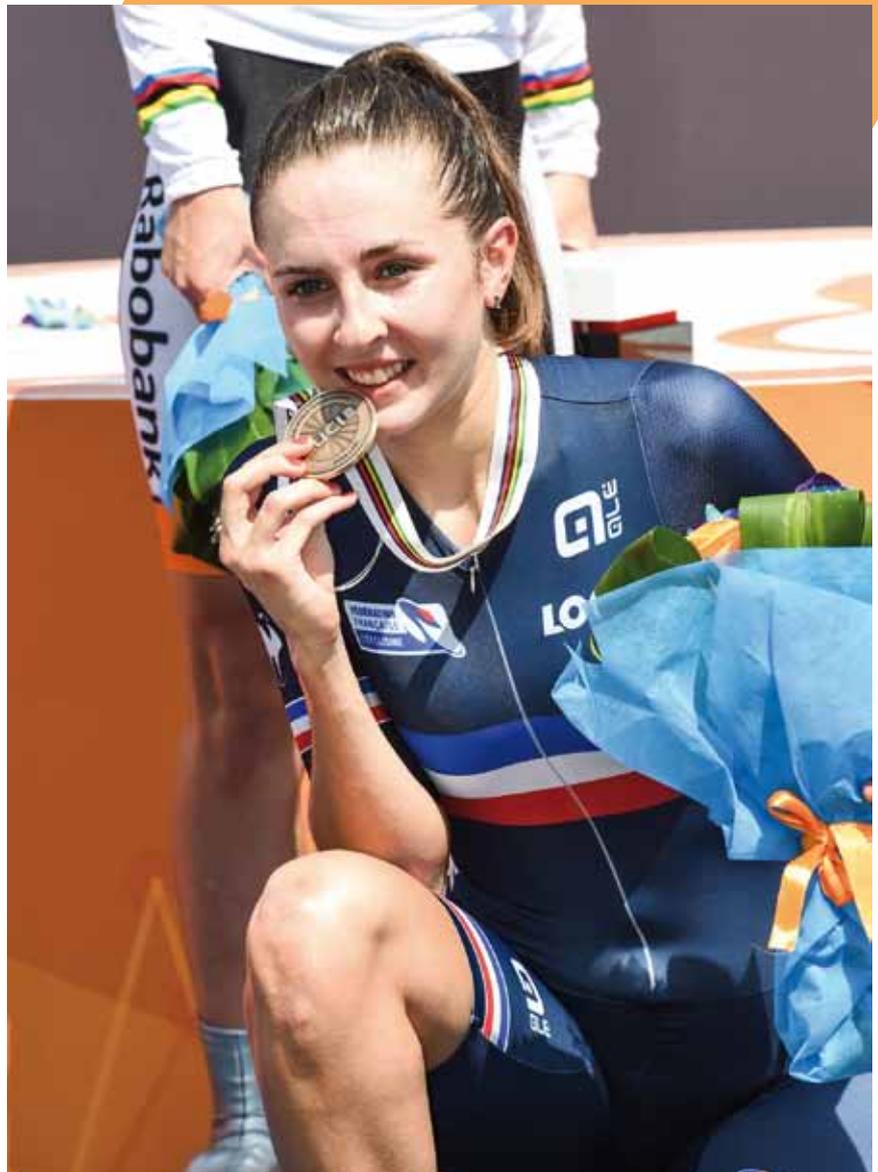
Depuis le début de sa carrière, Juliette Labous brille dans l'exercice du contre-la-montre.

Juliette Labous

l'étoile montante du cyclisme français

Le cyclisme français a de belles années devant lui. Juliette Labous est l'exemple type de l'excellence de la formation tricolore. Triomphante dans toutes les catégories et dans plusieurs disciplines (BMX, VTT, cyclo-cross, route), la jeune femme de 22 ans rêve désormais d'une sélection pour les Jeux Olympiques, en gardant en tête l'échéance de Paris 2024.

L'année 2020 aura été particulière pour Juliette Labous, mais elle est tout de même réussie. Avec notamment un titre de championne de France du contre-la-montre et une excellente sixième place sur le même exercice aux championnats d'Europe à Plouay (Bretagne), Juliette Labous a su tirer son épingle du jeu lors d'une année plus que délicate. « C'est vrai que c'était une saison particulière. Mais tout a bien commencé en Australie où j'ai terminé onzième de la Cadel Evans. C'était vraiment un bon début. Ensuite, il y a eu le coronavirus... C'était quand même une bonne épreuve mentale, qui s'est plutôt bien passée pour moi. Après, j'ai effectué plusieurs stages, dans un premier temps avec l'équipe de France et ensuite avec mon équipe. J'ai donc été rapidement prête pour les premières courses. Cela s'est vu avec mon titre de championne de France du contre-la-montre qui a été, je pense, le point phare de ma saison avec ma sixième place aux championnats d'Europe. J'ai ensuite eu une période de moins bien avec le Giro et la course by Le Tour où les sensations n'étaient pas superbes. Finalement, j'ai quand même terminé troisième de la dernière étape du Tour d'Italie, ce qui m'a permis de ramener un peu de positif et de finir sur une bonne note aux Championnats du monde. C'est donc une saison qui a été courte mais satisfaisante dans sa globalité », détaille la jeune cycliste.



Depuis la catégorie Cadets, la jeune femme ne cesse d'accumuler les titres de championne de France.

2021, l'année de la confirmation ?

Depuis son arrivée chez les Elites, Juliette Labous n'a pas cessé de progresser. Même avec une bonne dose de talent, courir dans la catégorie reine n'est jamais chose aisée. Après plusieurs belles performances chez les jeunes, il fallait remporter de nouvelles victoires chez les professionnelles pour pouvoir se montrer le plus rapidement possible. Et c'est chose faite ! Victorieuse seulement quelques mois après son entrée sur le circuit professionnel, Juliette Labous a réussi son premier gros coup. Et avec des titres de championnes de France de contre-la-montre (élite et espoir), une première place au classement de la meilleure jeune du Giro 2019, et une sixième place sur les championnats d'Europe de contre-la-montre, la jeune femme a su montrer ses qualités aux yeux de tous. « C'est vrai que j'ai progressé assez régulièrement

depuis mon entrée chez les Elites. Donc cette année, j'aimerais bien performer encore plus que les années précédentes sur certaines courses, pour montrer ce dont je suis capable. De plus, mon équipe veut aussi me donner des responsabilités, avec notamment le Giro Rosa et les Ardennaises, où j'ai vraiment envie de bien faire. J'espère donc pouvoir passer un cap cette année et montrer que je suis capable de faire de belles places », explique Juliette Labous. Et pour atteindre tous ses objectifs, la native de Besançon s'entraîne durement. « Avec le coronavirus, il fallait être flexible », confie la jeune femme. Le maître mot de 2020 a été l'adaptation, pour rester en forme pour cette nouvelle saison. Ces dernières semaines, les séances étaient encore basées sur le volume. La jeune femme est partie s'entraîner quelque temps dans le Sud avec son copain Clément Berthet, cycliste professionnel lui aussi. Cela a permis à la cycliste de



Membre du Team DSM, Juliette Labous se projette sur l'année 2021 avec ambition.

© Icon Sport

la Team DSM de travailler le foncier, et de rouler dans de meilleures conditions qu'en Franche-Comté. Juliette Labous est ensuite revenue à la maison pour retrouver ses routes d'entraînement. Les séances sont encore basées sur le volume, mais la jeune athlète a repris quelques intensités ces dernières semaines. « À partir de maintenant, l'entraînement va s'intensifier un petit peu. Je vais partir en stage avec l'équipe dans des conditions idéales. Du point de vue sanitaire, l'équipe fait tout pour nous protéger. Cette dernière a encore une fois privatisé un hôtel (comme en août dernier). Donc de ce côté-là, il n'y a aucun souci à se faire », précise la jeune femme. L'athlète Franc-Comtoise met donc tout en œuvre pour passer un nouveau cap. Cette dernière a la volonté de s'imposer sur des courses de renom, ce qui lui permettrait d'acquérir de plus en plus d'expérience, en vue de l'objectif de sa vie : les Jeux Olympiques.

Objectif Paris 2024

Le cyclisme féminin français n'a rien à envier aux autres nations. Avec des références comme Jeannie Longo et une équipe de France solide, la formation tricolore prouve une nouvelle fois son excellence. De plus, les anciennes sont

rejointes par une génération dorée qui s'affirme. Et Juliette Labous fait partie de cette dernière. La native de Besançon brille chez les élites depuis sa première victoire professionnelle sur le Tour féminin de République tchèque, le 8 juillet 2017. Depuis, la cycliste ne cesse de progresser et de performer. Membre de l'équipe DSM (anciennement Sunweb) depuis 2016, championne de France de contre-la-montre cette année, première du classement de la meilleure jeune sur le Giro 2019, classée sur plusieurs classiques (8^e de Liège-Bastogne-Liège 2020), la jeune cycliste met ses qualités en avant et s'impose peu à peu comme le présent mais aussi l'avenir du cyclisme féminin français. Et pour le futur, ce ne sont pas les ambitions qui manquent. Pour Juliette Labous, les Jeux Olympiques sont un rêve depuis de nombreuses années. Et avec l'organisation des Jeux à Paris en 2024, l'objectif est tout trouvé. « Depuis petite, quand on me demande mon objectif majeur dans le vélo, je réponds championne olympique. C'est vraiment le but ultime ! Et c'est encore mieux en France. Paris 2024 sera donc un de mes gros objectifs. Ça va arriver vite mais je pense qu'en trois ans je peux encore progresser. De plus, j'aurais un âge qui devrait me permettre d'être dans les meilleures, donc j'espère pouvoir viser

l'or là-bas », confie la jeune athlète. Quoi qu'il en soit, Juliette Labous rêve en grand. L'étoile montante du cyclisme sur route espère atteindre les sommets, et met tout en œuvre pour réussir une belle carrière professionnelle. Et concernant son objectif d'une vie, réponse dans trois ans à Paris avec, on l'espère, de l'or autour du cou.

Bio express

Juliette Labous

22 ans - Née le 4 novembre 1998 à Besançon (Doubs)

Discipline : Cyclisme

Équipe : Team DSM

Palmarès : Championne de France du contre-la-montre (2020), championne de France Espoirs du contre-la-montre (2018 et 2020), championne de France Juniors sur route (2016), championne de France Juniors du contre-la-montre (2015 et 2016), championne de France Cadettes sur route (2014)

AU-DELÀ DU SPORT

LA BOUTIQUE TEAM CHAMBÉ



LES MAILLOTS OFFICIELS

ET LES COLLECTIONS 20/21 SONT DISPONIBLES SUR

boutique.teamchambe.com



UN CONCEPT **INNOVANT** POUR PROMOUVOIR LE SPORT **AUTREMENT**



Découverte de l'univers de la lutte

Apprentissage de la pratique

Le kit éducatif de la FFLDA



f t i @FFlutte
fflutter.com

#EUROBASKETWOMEN

WOMENSEUROBASKET.BASKETBALL @EUROBASKETWOMEN YOUTUBE.COM/FIBA



FIBA
WOMEN'S
EUROBASKET
SPAIN · FRANCE

17 au 23 juin 2021
à Strasbourg

STRASBOURG · FRANCE



VIVEZ L'ÉMOTION

LA BILLETTERIE EST OUVERTE !

Plus d'informations sur womenseurobasket.basketball/billetterie

GLOBAL PARTNERS

